



Fiche Région Ultrapériphérique **GUADELOUPE**

Étude de l'impact de la
pandémie de COVID-19 sur
les régions ultrapériphériques

Région Guadeloupe

Pays France

Superficie 1 685 Km²

Nombre d'habitants (2020) 412 682

Densité de population (2019) 247 par Km²



Avis juridique : Ce document a été préparé pour la Commission européenne. Toutefois, le contenu de cette publication ne reflète pas l'opinion officielle de la Commission européenne. La responsabilité des informations et des opinions exprimées dans cette publication n'engage que les auteurs.

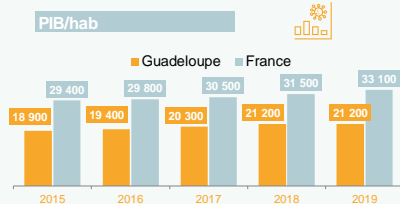
INTRODUCTION

Cette fiche a été préparée dans le cadre d'une étude plus large évaluant l'impact du COVID-19 sur les neuf régions ultrapériphériques (RUP) de l'UE. Elle fournit une analyse approfondie des impacts économiques et sociaux de la COVID-19 en Guadeloupe, elle met en évidence les mesures prises pour enrayer la propagation du virus, et présente des propositions de mesures de relance et de renforcement de la résilience répondant aux principaux enjeux identifiés dans cette région.

Cette fiche présente dans un premier temps un aperçu des impacts sanitaires de la pandémie en Guadeloupe, ainsi que le calendrier des mesures mises en place pour contenir les taux d'infection. Elle examine ensuite les répercussions économiques, en commençant par le niveau macroéconomique, suivi d'une analyse des principaux impacts sectoriels. La troisième partie présente les impacts sociaux et est suivie d'une identification des mesures politiques les plus pertinentes mises en œuvre dans la région pour atténuer les conséquences négatives de la crise. Les deux dernières sections examinent les perspectives d'avenir et suggèrent des mesures pour soutenir la reprise et renforcer la résilience face à des défis similaires à l'avenir.

Vue d'ensemble et impact du COVID sur l'économie de la Guadeloupe

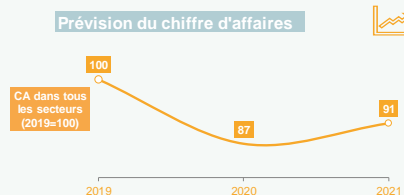
PIB/hab



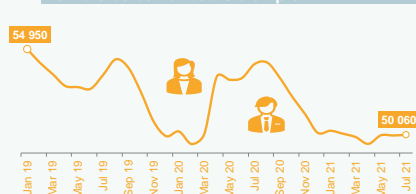
-3%

baisse estimée du PIB en 2020

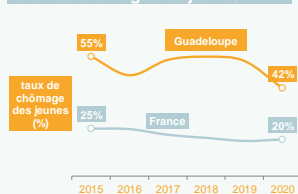
Prévision du chiffre d'affaires



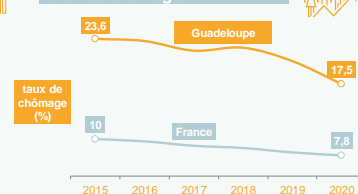
Nombre de demandeurs d'emploi



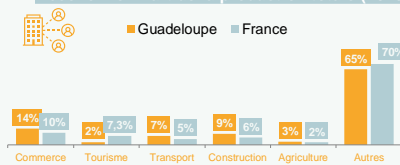
Taux de chômage des jeunes



Taux de chômage



Part des secteurs clés au sein de l'économie - Part de la production totale (2020)



Part des secteurs clés au sein de l'économie - 2019

72%

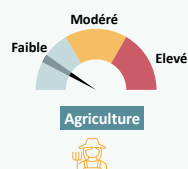
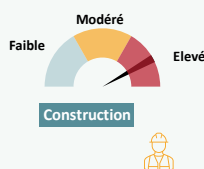
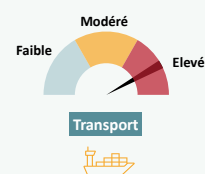
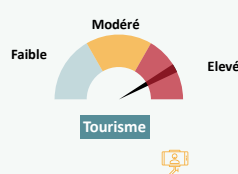
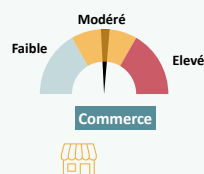
comparé à la moyenne française de 83%

Jeunes en emploi, ni en études, ni en formation - 2020

22,3%

comparé à la moyenne française de 11,4%

Impact de la crise COVID-19 sur des secteurs spécifiques de l'économie



Recommandations



Soutenir le développement des compétences des jeunes entrepreneurs

Fournir des solutions numériques abordables pour tous



Augmenter le nombre d'employés médicaux pour la région



Réforme du secteur public pour accroître sa capacité

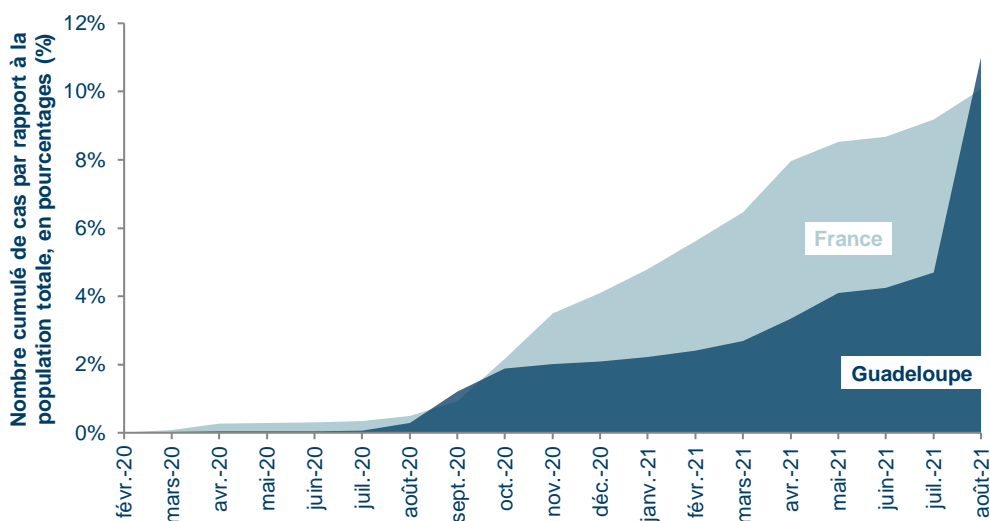
Réforme du secteur de la pêche



11. LA PANDEMIE DE COVID-19 DANS LA REGION – STATISTIQUES SANITAIRE ET CHRONOLOGIE

En août 2021, les statistiques liées aux soins de santé indiquent que la Guadeloupe a subi des taux d'infection au COVID-19 plus élevés que la France métropolitaine, en raison d'un pic en juillet et août 2021. Comptant 20 nouveaux cas quotidiens signalés en mars 2020, la Guadeloupe a connu un démarrage lent de la pandémie avec une première vague légère. Des mesures restrictives ont été mises en place très tôt, mais n'ont pas empêché une flambée de nouveaux cas déclenchée par un afflux de touristes à l'été 2020. Si le pourcentage cumulé de cas a initialement augmenté parallèlement à celui de la France métropolitaine, il a suivi une trajectoire beaucoup plus faible à partir d'octobre 2020. Cependant, la situation a radicalement changé à partir de juillet 2021, avec une forte augmentation du nombre de cas, liée à la propagation du variant Delta dans l'archipel (Figure 1).

Figure 1 : Nombre cumulé de cas par rapport à la population totale, en pourcentages (Février 2020 – Août 2021)



Source : Ecorys, sur la base des données de l'OMS

Des mesures nationales de restrictions (Françaises) ont été mises en place très tôt à une époque où l'archipel était encore considéré comme une zone verte. La première série de restrictions a été imposée trois jours seulement après la détection du premier cas de COVID-19, début mars (Figure 2).¹ Les mesures initiales comprenaient la fermeture de tous les services non essentiels, tels que les magasins et les restaurants, et la limitation des déplacements. Elles ont été suivies par la restriction des vols entre la France métropolitaine et la Guadeloupe à la fin du mois de mars 2020.

La Guadeloupe a connu quatre séries de mesures de restriction de la COVID-19, suite aux quatre vagues d'infection. Les premières mesures, introduites en mars, ont duré jusqu'à la mi-mai 2020. Selon le Conseil Régional de Guadeloupe², le nombre de cas a augmenté rapidement au cours de l'été 2020 avec l'arrivée accrue de touristes, ce qui a placé la Guadeloupe en "zone active de circulation du virus" en août 2020. Cette mesure a été suivie par l'introduction de nouvelles restrictions à la fin du mois de septembre 2020, qui a coïncidé avec un fort pic de nouveaux cas, dépassant les 1 000 nouveaux cas signalés par jour le 26 septembre 2020. Lorsque les chiffres ont commencé à baisser, les restrictions ont été assouplies.

Le début de l'année 2021 a vu une augmentation des nouveaux cas de COVID-19 (Figure 2). En raison de cette augmentation et de la crainte d'une troisième vague, de nouvelles restrictions concernant les voyages en Guadeloupe ont été imposées au début du mois de février 2021. Les autorités ont interdit tous les déplacements

¹ Sauf mention contraire, toutes les informations sur les mesures de restriction proviennent de : préfet de la région Guadeloupe (2021) Les communiqués de presse de la préfecture. Disponible à : <https://www.guadeloupe.gouv.fr/Politiques-publiques/Risques-naturels-technologiques-et-sanitaires/Securite-sanitaire/Informations-coronavirus/Les-communiques-de-presse/Les-communiques-de-presse-de-la-prefecture>

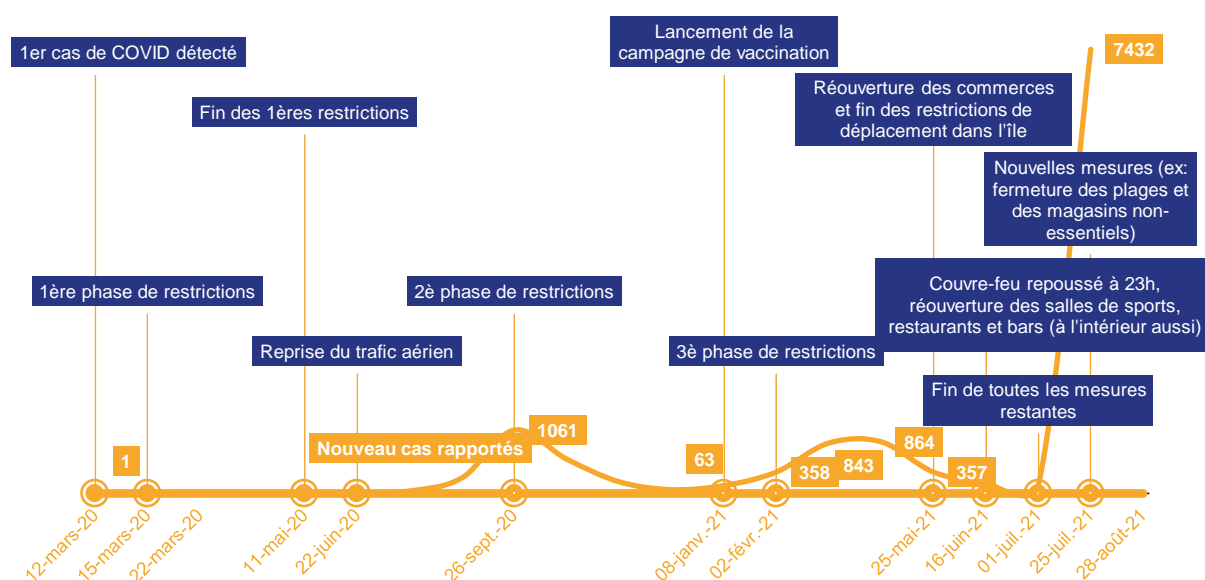
² Acteur interrogé

non essentiels entre la France métropolitaine et la Guadeloupe (avec des exceptions, notamment les déplacements pour le travail ou d'autres raisons justifiables) et ont réintroduit des règles de couvre-feu. Les mesures ont commencé à s'assouplir en juin 2021, avec la réouverture des restaurants, des musées et des cinémas. Cet assouplissement s'est accompagné d'un assouplissement des restrictions pour le transit vers et depuis la France métropolitaine, des raisons impérieuses de voyager n'étant plus requises.

En raison de la propagation rapide du variant Delta en juillet et août 2021 (quatrième vague), les autorités locales ont été contraintes d'introduire, à nouveau, des mesures restrictives, telles que la prolongation du confinement, la fermeture des plages et la fermeture temporaire des magasins vendant des articles non essentiels.

L'un des principaux facteurs expliquant cette quatrième vague est le faible taux de vaccination en Guadeloupe. La campagne régionale de vaccination COVID-19 a été lancée le 8 janvier 2021, et 7 020 personnes étaient totalement vaccinées au 31 août 2021. En août 2021, 33,1 % des Guadeloupéens étaient entièrement vaccinés, ce qui est toujours inférieur aux 84,1 % de Français complètement vaccinés à la même date.

Figure 2 : Chronologie des mesures de distanciation sanitaire/sociale et étapes sanitaires et nouveaux cas de COVID-19 signalés en Guadeloupe



Source : Ecorys, sur la base des données de l'OMS

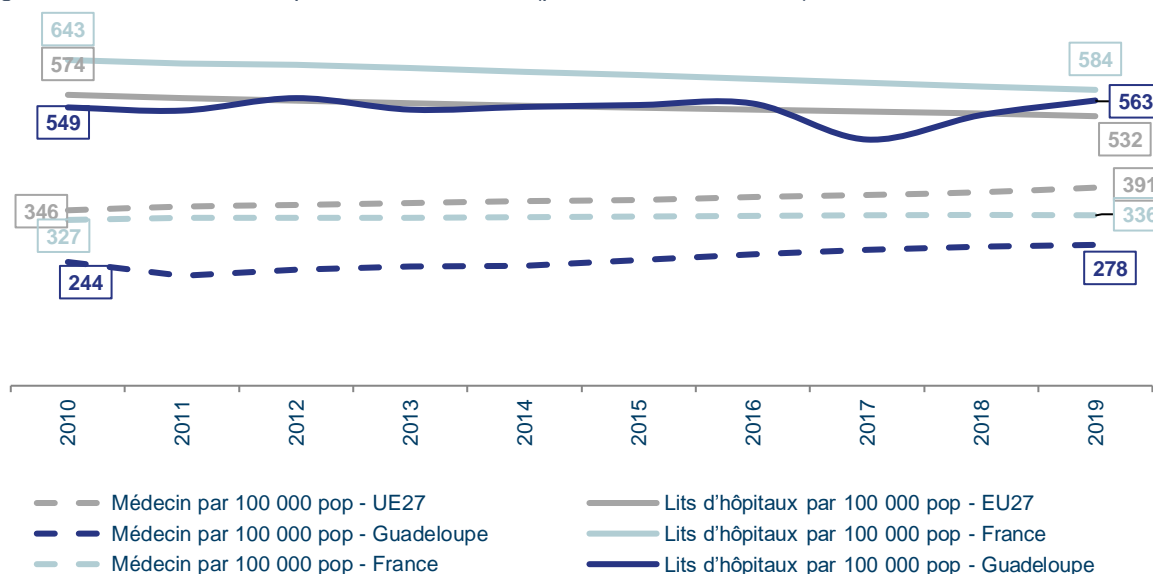
Les impacts de la crise de la COVID-19 ont été accentués par la situation de "double insularité" de la Guadeloupe en tant qu'archipel, c'est-à-dire accès limité aux transports et aux soins de santé, tant entre ses six îles principales (habitées) qu'avec la France métropolitaine. Cependant, cette insularité a également été un atout involontaire qui a entravé la propagation du virus. La Guadeloupe compte très peu de zones urbaines, ce qui signifie que les contacts de masse peuvent être plus facilement évités. De plus, les citoyens guadeloupéens ont fait preuve d'une certaine résilience. Les catastrophes naturelles telles que les cyclones faisant partie de leur quotidien, les mesures imposées par les autorités régionales sont généralement acceptées par la société. La dernière crise de grande ampleur à avoir frappé l'archipel a été l'ouragan Irma en 2017. Dans son sillage, les autorités ont rapidement mis en place un centre de crise pour soutenir les acteurs économiques de multiples secteurs. Cette expérience a mis en évidence l'importance de la flexibilité pour répondre aux besoins locaux une fois la pandémie de COVID-19 arrivée, et mettre en place des actions pour freiner la propagation du virus. Les autorités guadeloupéennes ont réagi rapidement en modifiant les programmes opérationnels du FSE afin de réorienter le financement pour des masques et autres équipements de protection.³

³ Information issue d'un entretien avec le Conseil Régional de Guadeloupe.

La résilience et la flexibilité ont été des facteurs clés qui ont permis aux autorités locales de réagir, et donc de relativement bien faire face à la propagation de la pandémie. Cependant, la situation en Guadeloupe en juillet et août 2021 s'est avérée bien différente. A la fin du mois d'août 2021, les autorités locales ont rapporté plus de 6 000 cas de COVID-19 en une semaine avec 336 nouveaux patients hospitalisés, soit plus du triple du nombre de lits de soins intensifs (92). Cette situation a également entraîné une pénurie de personnel de santé. Au cours des deux premières semaines d'août, environ 500 médecins, infirmiers et pompiers volontaires ont été envoyés en Guadeloupe et en Martinique depuis la France métropolitaine pour soutenir les autorités locales.

Les infrastructures médicales en Guadeloupe se sont peu améliorées entre 2010 et 2019. Si le nombre de médecins pour 100 000 habitants a augmenté de 14 % sur cette période (pour atteindre 278 en 2019) (figure 3), il reste nettement inférieur à celui de la France métropolitaine (336) et à la moyenne de l'UE27 (391). La situation en termes de nombre de lits d'hôpitaux pour 100 000 habitants s'est légèrement améliorée (+2,5 % entre 2010 et 2019). Avec 563 lits pour 100 000 habitants en 2019, la Guadeloupe se situe légèrement en dessous de la France métropolitaine (584) mais au-dessus de la moyenne de l'UE27 (532). Cependant, le nombre de lits a fortement diminué en 2017. Outre l'ouragan Irma, qui a frappé la Guadeloupe cette année-là, un incendie s'est déclaré au CHU⁴ de Pointe-à-Pitre (principal hôpital de l'archipel) en novembre 2017 et a détruit une partie du bâtiment. Selon le Conseil régional de Guadeloupe, l'hôpital a perdu environ 20 % de sa capacité à la suite de cet incendie, ce qui a rendu plus difficile l'accès aux soins de santé en Guadeloupe.

Figure 3 : Nombre de lits d'hôpitaux et de médecins (pour cent mille habitants)



Source : Ecorys, d'après des données d'Eurostat

2. IMPACT ECONOMIQUE DE LA PANDEMIE DE COVID 19

APERÇU DE LA SITUATION MACROECONOMIQUE

L'économie guadeloupéenne a subi d'importantes conséquences économiques suite à la première série de mesures restrictives en mars 2020. Les données du CEROM (*Comptes économiques rapides pour l'outre-mer*) font état d'une diminution de l'activité économique de 19,7 % sur la période mars-mai (2020), et d'une baisse du PIB de 3 % en 2020 au total.⁵ Si la baisse du PIB est inférieure à celle de la France métropolitaine - qui a enregistré une baisse de 7,9 % sur la même période⁶ - le PIB par habitant de la Guadeloupe ne représente que les deux tiers de celui de la France métropolitaine. Selon le Conseil régional de la Guadeloupe, plusieurs secteurs économiques importants ont été touchés par une baisse de la demande, ce qui a eu des répercussions négatives sur l'économie régionale. Selon l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie d'outre-mer (ACCIOM), environ 95 %

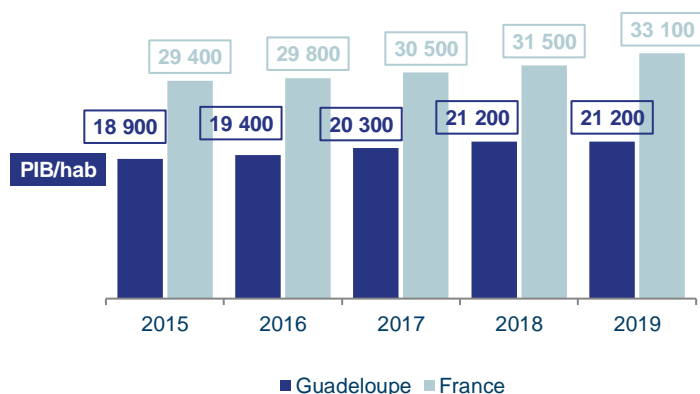
⁴ Centre Hospitalier Universitaire (CHU)

⁵ Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-mer (CEROM) (2020) Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement. Available at: https://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/ga_inc_29-cerom_covid.pdf

⁶ Eurostat (code en ligne TEC00115)

des entreprises régionales sont des micro-entreprises (contre 92 % en France métropolitaine) et 80 % sont des entreprises unipersonnelles.⁷

Figure 4 : PIB par habitant (€), 2015-2019



Source : Ecorys, d'après des données d'Eurostat

Avant la pandémie de COVID-19, l'économie de la Guadeloupe a généralement suivi une trajectoire de croissance positive, le PIB par habitant passant de 18 900 € en 2015 à 21 200 € en 2019. Il est important de noter que, même à son plus haut niveau en 2019, le PIB régional par habitant représentait 64 % de celui de la France métropolitaine (figure 4). Selon l'IEDOM, on observe un ralentissement de la croissance économique régionale depuis 2018 et

un écart par rapport à la moyenne nationale.⁸

La confiance des entreprises en Guadeloupe a diminué entre le 1er trimestre 2019 et le 1er trimestre 2020. Comme le rapporte l'IEDOM, la COVID-19 a fortement accéléré la baisse de la confiance des entreprises qui avait déjà été perceptible pour la première fois au troisième trimestre 2019, suite au mouvement social des gilets jaunes et aux grèves dans les ports français. Suite à ces troubles sociaux et au début de la pandémie, une baisse de 38 points de l'indice de confiance des entreprises a été enregistrée au premier trimestre 2020 par rapport au trimestre précédent⁹ (Figure 5) et une baisse moyenne de 52 points a été enregistrée en 2020 par rapport à l'ensemble de l'année 2019.

Puis, une reprise en V a suivi la levée des restrictions et la reprise de l'activité touristique. La confiance des entreprises a continué à se rétablir, malgré l'imposition ultérieure de nouvelles restrictions. Un regain de confiance des entreprises au quatrième trimestre 2020 a été facilité par les mesures de soutien introduites par le gouvernement au début du mois de mai 2020. Au premier trimestre 2021, l'indice de confiance des entreprises a enregistré une légère contraction. Celle-ci s'explique principalement par les nouvelles restrictions (couvre-feu en vigueur le soir, fermeture des clubs sportifs, etc.) mises en place en Guadeloupe en mars 2021 suite à la propagation du variant Delta. Comme l'indique l'IEDOM, l'indice de confiance des entreprises devrait encore baisser au deuxième trimestre 2021.¹⁰

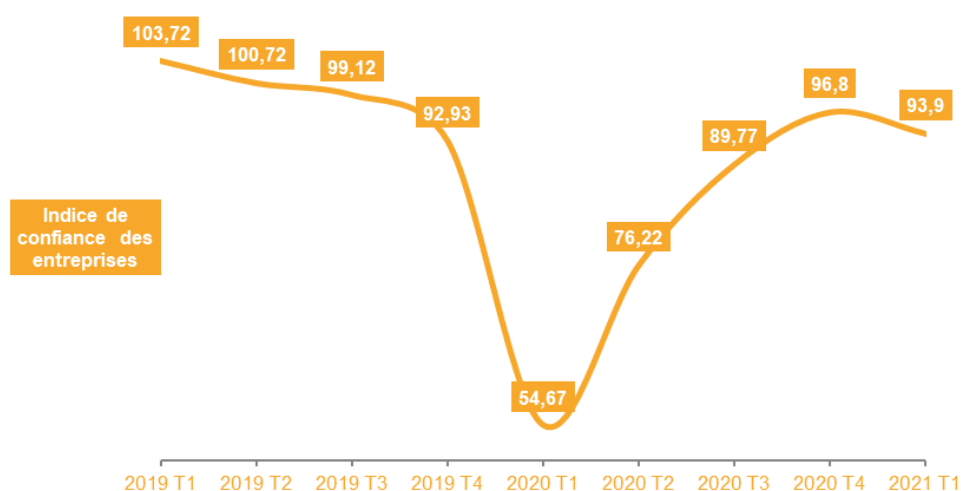
⁷ Association des CCI d'outre-mer (ACCIOM) (2020) Outre-mer : L'état d'urgence. Available at: <https://www.guyane.cci.fr/wp-content/uploads/2021/02/OUTRE-MER-L%C3%89TAT-D'URGENCE.pdf>

⁸ Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) (2020) L'économie de la Guadeloupe en 2019. Disponible à : <https://www.iedom.fr/guadeloupe/publications/publications-economiques-et-financieres/conjoncture-economique/panoramas-et-notes-de-synthese-annuelles/article/l-economie-de-la-guadeloupe-en-2019>

⁹ IEDOM (2020) Impact de la crise du COVID-19 sur l'économie guadeloupéenne. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne_impact_de_la_crise_du_covid-19_sur_l_economie_guadeloupeenne_vf.pdf

¹⁰ IEDOM (2021) tendance Conjoncturelles, 1 trimestre 2021. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/tendances_conjoncturelles_1t2021_guadeloupe.pdf

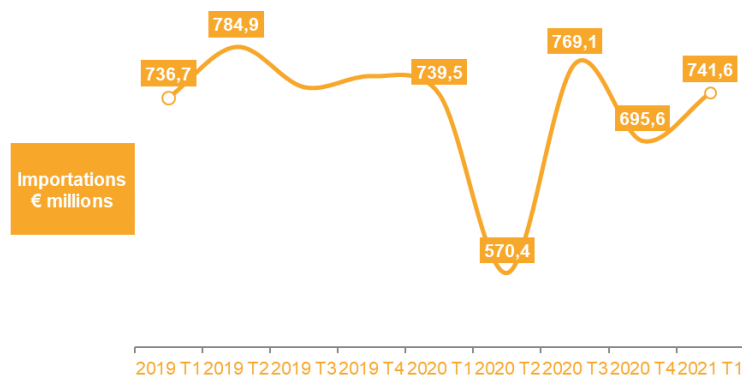
Figure 5 : Indice de confiance des entreprises, Guadeloupe



Source : Ecorys à partir des données du CEROM

La crise a également eu un impact sur les finances publiques régionales. L'effet initial à court terme sur les finances publiques a été limité, les recettes n'ayant que légèrement diminué.¹¹ Cette diminution a été alimentée par la baisse des recettes des taxes sur les carburants et de l'octroi de mer (taxe douanière) de 30 % entre mai et juillet (INSEE), ce qui représente 1 % des recettes annuelles des communes. A moyen et long terme, cependant, la COVID-19 pourrait mettre les finances des communes sous pression, la moitié d'entre elles étant déjà en déficit avant la pandémie. La capacité du secteur public à soutenir le secteur privé (notamment les entreprises locales, qui avaient déjà des difficultés à assurer le service de la dette avant la pandémie) est donc plus limitée en raison de la crise.

Figure 6 : Importations en millions € (1^{er} Trimestre 2019 – 1^{er} trimestre 2021)



Source : Ecorys à partir des données du CEROM

L'impact sur les niveaux de consommation et la baisse de la demande se sont reflétés dans la variation des importations, qui ont diminué de 23 % au cours du deuxième trimestre de 2020, représentant une perte de 169 millions d'euros en termes absolus, par rapport au premier trimestre de 2020 (Figure 6). Les importations sont restées pratiquement inchangées en 2019, mais ont fortement chuté après l'imposition de mesures de restriction

en mars 2020. Cette situation est principalement due à une forte baisse des importations de carburant, (jusqu'à 60 %). Les importations se sont redressées et ont connu un pic au troisième trimestre 2020, revenant aux niveaux d'importation moyens de l'année précédente, ce qui correspondait à la reprise du PIB régional et à la réouverture de l'économie. Les importations se sont redressées grâce à la consommation intérieure et aux investissements directs étrangers (IDE).¹² Au quatrième trimestre 2020, les importations ont de nouveau diminué en raison de la baisse de la demande enregistrée par les entreprises.¹³ Au premier trimestre 2021, les importations augmentent à nouveau de 6,6% par rapport au trimestre précédent, grâce aux importations de biens.

Figure 7 : Exportations en millions € (1^{er} trimestre 2019 – 1^{er} trimestre 2021)

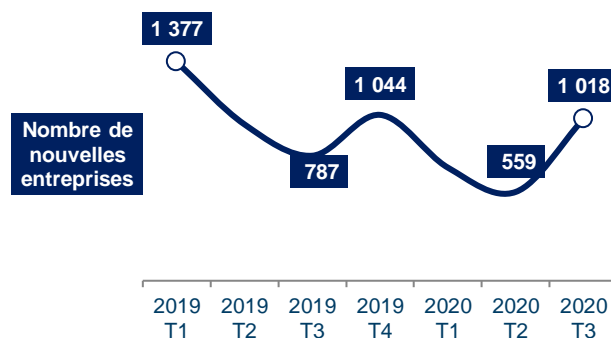


Source : Ecorys à partir des données du CEROM

Les exportations ont suivi une trajectoire similaire à celle des importations, sans toutefois afficher un rebond marqué en forme de V. Les exportations ont diminué en deux vagues, la première avant la pandémie, au deuxième trimestre 2019, et la seconde au premier trimestre 2020. La première baisse est fortement liée à la diminution des exportations de biens d'équipement et à la réexpédition de produits pétroliers. La deuxième baisse, plus marquée, est liée aux mesures restrictives mises en place en mars 2020, qui ont entraîné une réduction de 21 % des exportations au second trimestre 2020, par rapport au premier trimestre 2020. Cela peut être largement attribué à la baisse des quantités exportées de fruits et légumes vers la France métropolitaine. Comme la production de produits périssables ne peut pas être facilement réacheminée vers d'autres marchés alternatifs, l'impact a été particulièrement fort dans ces secteurs (CEROM).

Les impacts commerciaux de la COVID-19 se reflètent dans la démographie des entreprises de la Guadeloupe ; 8 entreprises sur 10 déclarent être touchées par la crise.¹⁴ La Figure 8 montre que le nombre de nouvelles entreprises guadeloupéennes a généralement diminué au fil du temps; une tendance qui a commencé début 2019. Après une légère reprise au cours des troisième et quatrième trimestre de 2019, l'année 2020 a été marquée par une nouvelle baisse, bien que les chiffres aient affiché une certaine reprise au cours du second semestre de 2020.

Figure 8 : Nombre de nouvelles entreprises (1^{er} trimestre



Source : Ecorys à partir des données du CEROM

Les retards et les pénuries de la chaîne d'approvisionnement n'ont pas été favorables à l'environnement des entreprises. Selon la CCI, en raison d'un marché limité et concurrentiel, plus de 60 000 entreprises des régions ultrapériphériques se disputent la clientèle ; de nombreuses entreprises cherchent des opportunités de croissance en dehors de la région. Un autre défi est la viabilité à long terme des entreprises nouvellement créées, qui ne durent pas cinq ans en moyenne¹⁵.

Les entreprises peuvent avoir du mal à maintenir leurs chaînes d'approvisionnement, et quatre entreprises sur dix ont des difficultés à payer leurs fournisseurs. De même, 4 entreprises sur 10 ne sont pas toujours en mesure de rembourser leurs crédits.¹⁶ Cela peut expliquer en partie pourquoi une entreprise guadeloupéenne sur quatre a

¹¹ CEROM (2020) Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement. Disponible à : https://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/ga_inc_29-cerom_covid.pdf

¹² Informations issues de l'entretien avec la CCI, Guadeloupe

¹³ IEDOM (2020) L'économie de la Guadeloupe en 2020, Avril 2021. Disponible à :

https://www.iedom.fr/IMG/pdf/nm_ne_portrait_economie_de_la_guadeloupe_en_2020_vf.pdf

¹⁴ CCI Guadeloupe (2020) Les perspectives de rebond post COVID-19 en Guadeloupe – Enquête entreprise. Disponible à : http://www.cci-guadeloupe.com/fileadmin/pdf/Enquete_sur_les_Perspective_rebond_post_covid_des_entreprises_de_Guadeloupe_12-10-20.pdf

¹⁵ Informations issues de l'entretien avec la CCI, Guadeloupe

¹⁶ Informations issues de l'entretien avec la CCI, Guadeloupe

opté pour le chômage partiel, l'activité partielle ou le chômage à temps partiel comme réaction d'adaptation depuis le début de la pandémie de COVID-19.

ANALYSE SECTORIELLE

L'économie de la Guadeloupe est principalement portée par le secteur tertiaire, le tourisme et le commerce qui sont les piliers de l'économie. La structure économique de la Guadeloupe repose sur les microentreprises, puisque 80 % des entreprises sont des sociétés unipersonnelles.¹⁷ Cela diminue la capacité du secteur privé à résister à des chocs tels que la pandémie de COVID-19.

Le Tableau 1 montre la contribution de chaque secteur principal à la production économique totale de la Guadeloupe. Le secteur du commerce de détail, la construction et les services immobiliers sont les principaux moteurs de l'économie après les secteurs non commerciaux. Parmi ces derniers, les plus notables sont activités de l'administration publique, qui est le plus grand contributeur à la productivité économique totale de la Guadeloupe, représentant 26,3 % en 2020. Les "autres services", qui représentent 10,4 % de la productivité économique, comprennent les activités touristiques (entre autres), qui sont d'une importance essentielle pour l'économie de la Guadeloupe. Étant donné que les secteurs les plus importants dépendent de chaînes d'approvisionnement et de ventes ininterrompues (de produits et de services), l'économie de l'archipel est vulnérable aux chocs exogènes.

Tableau 1 : Structure économique de la Guadeloupe

Secteur	Part de la production totale (%)
Agriculture et Agro-Alimentaire	4,6
Énergie et gestion des déchets	4,3
Production	4,4
Construction	9,2
Commerce de gros et de détail ¹⁸	14
Transport	7,3
Hébergement et restauration	2,1
Information et communication	5,5
Activités financières et d'assurance	4,2
Activités immobilières	7,7
Autres services	10,4
Administration publique et autres activités	26,3
Total	100

Source : CEROM (Décembre 2020)

Tableau 2 donne un aperçu des pertes économiques en termes de production et de valeur ajoutée dans les principaux secteurs économiques. Les secteurs des services connaissent la plus forte baisse d'activité, l'hébergement et la restauration en tête (95%), suivis du commerce de gros et de détail (70%). Le secteur du commerce de gros et de détail est en tête pour la perte de production (181 millions d'euros) et la perte de valeur ajoutée (115 millions d'euros). Si l'on considère les chiffres absolus de la perte de production, le secteur de la construction (141 millions d'euros) et les autres services (91 millions d'euros) suivent. Les pertes de valeur ajoutée ont été par ailleurs plus importantes dans le secteur « autres services » et « construction ».

¹⁷ Sénat (2020) Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du COVID-19. Disponible à : <http://www.senat.fr/rap/r19-620/r19-6206.html>

¹⁸ Y compris la réparation de véhicules à moteur et de motocycles

Tableau 2 : Perte économique estimée pour les secteurs clés en Guadeloupe, 2020

Secteur	Production		Valeur ajoutée
	Baisse d'activité (%) (Mars-Mai)	Pertes en millions € (Mars-Mai)	Perte de valeur ajoutée (millions €) (Mars-Mai)
Agriculture	-12	-6	-5
Énergie et gestion des déchets	-30	-24	-8
Agroalimentaire	-26	-10	-3
Fabrication	-48	-39	-18
Construction	-83	-141	-51
Commerce de gros et de détail	-70	-181	-115
Transport	-25	-34	-15
Hébergement et restauration	-95	-37	-11
Information et communication	-22	-23	-14
Activités financières et d'assurance	-18	-13	-13
Activités immobilières	-24	-34	-37
Autres services	-43	-91	-75
Administration publique et autres activités	0	0	0
Total	-34	-633	-365

Source : CEROM (Déc. 2020)

Distribution

Après l'administration publique, le secteur de la distribution (commerce de gros et de détail) représente la part la plus importante de l'économie guadeloupéenne, et fait partie des secteurs les plus touchés par la crise de la COVID-19. Cela se traduit par une baisse de 115% de la valeur ajoutée du secteur du commerce de gros et de détail pendant le confinement de 2020 (estimations CEROM). Avant le confinement, les grandes et moyennes surfaces (ainsi que les marchés) étaient les principaux lieux de consommation, mais les préférences des consommateurs se sont déplacées vers les petits magasins locaux pendant le confinement.¹⁹ Cependant, les petits commerces vendant des articles non essentiels, en particulier ceux vendant des articles d'équipement et des vêtements, ont subi les plus grandes pertes car ils ont été fermés pendant le premier confinement (mars-mai 2020).²⁰ Cependant, après la fin du premier confinement (second trimestre 2020), les grands magasins et les marchés se sont redressés et sont redevenus leaders dans les ventes au détail.²¹

Tourisme

Le tourisme est l'un des secteurs clés de l'économie guadeloupéenne. Il a des impacts directs et indirects sur d'autres secteurs et sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, du commerce à l'artisanat en passant par la pêche, le transport de passagers et la restauration et l'artisanat. Cependant, cela rend également l'économie de l'archipel sujette à une dépendance saisonnière et plus vulnérable aux chocs extérieurs, qui peuvent être exacerbés par un manque de connexions économiques internationales.

Le tourisme a représenté 9,5 % du PIB en 2019, avec environ 800 000 touristes ayant visité la Guadeloupe, dont 90 % en provenance de France métropolitaine.²² Soutenant 16,5 % de l'emploi total ²³, l'activité touristique a

¹⁹ CCI Guadeloupe (2020) Enquête sur les comportements de consommation des ménages en Guadeloupe pendant la crise COVID-19. Disponible à : https://www.cci-guadeloupe.com/fileadmin/pdf/Enquete_les_comportements_de_consommation_des_menages_COVID19-1-9-2020.pdf

²⁰ Informations tirées d'un entretien avec la CCI, Guadeloupe.

²¹ CCI Guadeloupe (2020) Enquête sur les comportements de consommation des ménages en Guadeloupe pendant la crise COVID-19. Disponible à : https://www.cci-guadeloupe.com/fileadmin/pdf/Enquete_les_comportements_de_consommation_des_menages_COVID19-1-9-2020.pdf

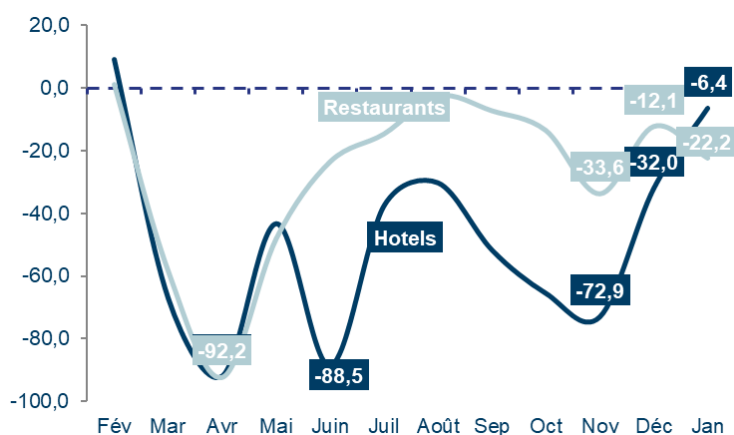
²² Sénat (2020) Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du COVID-19. Disponible à : <http://www.senat.fr/rap/r19-620/r19-6206.html>

²³ INSEE (2021) Guadeloupe: Activité dans le tourisme. Disponible à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4625473?sommaire=4625628#tableau-figempnat_radio1

augmenté sur la période 2018-2019, avec une hausse annuelle de 4,6 % en 2018 et de 2,3 % en 2019. Ce qui a représenté plus de 2,2 millions de passagers en 2019.²⁴

Les données fournies par l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie des Outre-mer (ACCIOM) quantifient l'ampleur de l'impact de la COVID-19 sur le secteur touristique de la Guadeloupe et les activités liées au tourisme (par exemple, hébergement et restauration). Le secteur du tourisme a été durement touché, avec une perte de 49 % de son chiffre d'affaires au 4^{ème} trimestre 2020. La diminution des arrivées de touristes a été immédiatement ressentie par les 4 740 salariés travaillant dans le secteur Horeca (estimations CEROM). Le tourisme de croisière, contributeur essentiel à l'activité touristique de l'archipel, s'est arrêté avec la propagation de la pandémie.

Figure 9 : Variation du chiffre d'affaires en pourcentage dans le secteur du tourisme, 2020-2021



Source : Ecorys sur la base des données de l'INSEE. Différence en pourcentage par rapport au même mois en 2019.

La Figure 9 illustre l'effet de la baisse du tourisme (comme principal facteur explicatif) sur les prestataires d'hébergement et de restauration. Les séjours hôteliers ont chuté de plus de 63 % en 2020 par rapport à 2019, et ne sont pas totalement repartis.²⁵ Les restaurants suivent la même tendance mais ont connu une reprise plus forte que les hôtels. Le tourisme s'est quelque peu redressé en décembre 2020, principalement grâce à un afflux de 40 000 touristes, la France ayant autorisé la reprise des voyages, tandis que la Guadeloupe a enregistré l'arrivée de 45 000 touristes de septembre

2020 à janvier 2021.²⁶ Les données de l'INSEE montrent qu'en juillet et août 2020, la fréquentation hôtelière est repartie à la hausse, avec un pic de 69 373 séjours au mois d'août (ce chiffre est toutefois inférieur à celui d'août 2019).²⁷ Cette augmentation s'explique par la fin des restrictions pour les voyages en avion fin juin et d'autre part, par la période des vacances scolaires d'été en France.

L'impact de COVID-19 a été exacerbé par la date du premier confinement au printemps 2020, qui a coïncidé avec le début de la haute saison en Guadeloupe.²⁸ L'impact sur le tourisme s'est reflété dans tous les secteurs connexes - événements, restaurants, hébergement, taxis, opérateurs de transport - qui bénéficient tous du tourisme.²⁹ Même si certains opérateurs ont pu atténuer leurs pertes (dans une certaine mesure) entre septembre 2020 et janvier 2021, le confinement du printemps 2020 a marqué le début d'un ralentissement de l'économie de l'archipel.³⁰

Transport

En raison de l'insularité géographique de la Guadeloupe, le secteur des transports revêt une importance capitale. Bien qu'il ne s'agisse pas du secteur le plus touché en termes économiques, l'activité du secteur des transports a chuté de 25 % pendant la période de confinement par rapport à l'année précédente (estimations CEROM). Les aéroports et les opérateurs (exploitants) aériens ont été les plus touchés, en particulier les compagnies régionales telles que Air Caraïbes et Air Antilles. L'aéroport Pôle Caraïbes a enregistré une baisse de 49 % de son trafic en

²⁴ Ibid.

²⁵ Informations tirées d'un entretien avec la CCI, Guadeloupe

²⁶ Informations tirées d'un entretien avec le Conseil régional de Guadeloupe

²⁷ INSEE (2021) Guadeloupe: Activité dans le tourisme – Suivi des impacts de la crise sanitaire Covid19. Available at: https://www.insee.fr/fr/statistiques/4625473?sommaire=4625628#graphique-figeflnatb_radio1

²⁸ Informations tirées d'un entretien avec le Conseil régional de Guadeloupe

²⁹ Informations tirées d'un entretien avec le Conseil régional de Guadeloupe

³⁰ Informations tirées d'un entretien avec le Conseil régional de Guadeloupe

2020, enregistrant 1,3 million de passagers contre les 2,5 millions en 2019.³¹ Lorsque le nombre de vols quotidiens est passé d'une moyenne de 50 à trois, le nombre d'employés requis a diminué en raison de la baisse de la demande de main-d'œuvre.³²

Les mesures de confinement imposées en France ont eu un impact sur les flux de passagers et ont touché de manière disproportionnée les régions ultrapériphériques. Alors que les déplacements entre les régions françaises métropolitaines étaient autorisés, les voyages entre les régions ultrapériphériques étaient restreints. Cela a eu un impact particulier sur le transport maritime inter-îles, le transport de passagers entre les îles des Caraïbes ayant cessé. Les liaisons entre l'île principale et les autres îles de l'archipel n'étaient pas assurées. Par exemple, l'île de Marie-Galante a été fortement touchée car personne n'était autorisé à s'y rendre sans motif réel de déplacement. Cela a empêché les résidents saisonniers et les touristes de visiter l'île.³³

En tant que territoire insulaire, l'économie de la Guadeloupe est dépendante du commerce.³⁴ Le fret a été fortement touché, supprimant les flux commerciaux entre la Guadeloupe et l'Europe, les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux. Les investissements dans les infrastructures telles que les ports et les aéroports ont été garantis avant la pandémie, mais on constate un manque d'investissement dans le réseau de transport terrestre, ce qui entrave la connectivité régionale interne.³⁵

Construction

Après le tourisme et le commerce, le secteur de la construction est le troisième moteur de l'économie guadeloupéenne. Le secteur de la construction a connu une croissance durant la période pré-COVID-19, grâce notamment à de grands chantiers tels que l'agrandissement de l'aéroport Pôle Caraïbes et la reconstruction du centre hospitalier universitaire.³⁶ Néanmoins, il fait partie des secteurs les plus touchés en 2020, avec une baisse de 83% de la production. Le CEROM estime que la valeur ajoutée du secteur a diminué de 25 % pendant le confinement, et de 12,6 % en 2020.³⁷ Cela peut être attribué au fait que le secteur de la construction est porté par les grands projets et des investissements réguliers dans les infrastructures (aéroports, ports) réalisés au niveau national. Après le début de la pandémie, les investissements dans les infrastructures ont ralenti. Les niveaux plus élevés de consommation de ciment en 2019 sont dû à l'expansion de l'aéroports et la construction de l'hôpital. Après le début du confinement, la diminution des projets d'infrastructure a entraîné une baisse de la demande de ciment ; les niveaux de consommation ont diminué de près de 10 milliers de tonnes par rapport à la même période en 2019.

Agriculture et pêche

Le secteur agricole a enregistré une baisse de 12 % de la production économique, tandis que le secteur agroalimentaire a affiché des chiffres légèrement plus élevés, avec une baisse de 26 % de la productivité économique. Bien que non négligeables, ces baisses ont été plus limitées par rapport aux secteurs de l'hébergement et de l'alimentation, grâce à une demande locale accrue. Avec une baisse des importations de produits agricoles au deuxième trimestre 2020, la production locale a pu répondre à la demande locale pendant la période de confinement.³⁸ Le principal défi pour de nombreux agriculteurs et petits producteurs a été l'impossibilité de vendre leurs produits en raison des mesures restrictives de la COVID-19. Certains producteurs

³¹ IEDOM (2020) L'Aéroport Pôle Caraïbes subit une perte de 49% de son trafic en 2020. Available at: <https://www.iedom.fr/guadeloupe/actualites/la-lettre-de-l-iedom/fevrier-2021/actualites-economiques-locales/article/l-aeroport-pole-caraibes-subit-une-perde-de-49-de-son-traffic-en-2020>

³² Informations tirées d'un entretien

³³ Informations tirées d'un entretien avec la CCI, Guadeloupe

³⁴ Informations tirées d'un entretien avec la CCI, Guadeloupe

³⁵ Association des CCI d'outre-mer (ACCIOM) (2020) Outre-mer : L'état d'urgence. Disponible à : <https://www.guyane.cci.fr/wp-content/uploads/2021/02/OUTRE-MER-L%C3%89TAT-DURGENCE.pdf>

³⁶ *Ibid.*

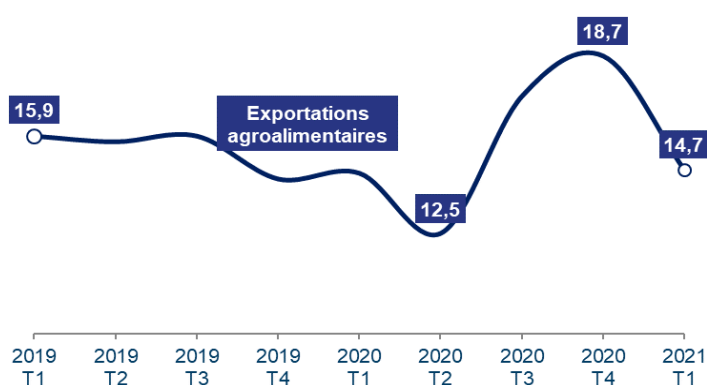
³⁷ IEDOM (2021) L'économie de la Guadeloupe en 2020. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/nm_ne_portrait_economie_de_la_guadeloupe_en_2020_vf.pdf

³⁸ IEDOM (2020) Tendances conjoncturelles – 2^e trimestre 2020 – la conjoncture économique en Guadeloupe. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/tendances_conjoncturelles_2t2020_v1_dl_voem_valide_2_.pdf

locaux ont su s'adapter en développant des canaux de vente directes.³⁹ L'industrie agro-alimentaire a essayé de trouver des moyens de reprendre sa production en s'appuyant davantage sur la production locale ; en particulier les entreprises agroalimentaires.⁴⁰

L'agriculture en Guadeloupe repose sur deux types de cultures principales : la banane et la canne à sucre. Bien que ces cultures, tout comme d'autres, n'aient pas été affectées au niveau de la production agricole puisque les agriculteurs ont pu travailler, de nombreux producteurs agricoles ont été confrontés à un problème de distribution, de stockage et de commercialisation. Les producteurs ont dû réinventer les méthodes de vente en optant pour la vente en ligne et le "click & collect".⁴¹ Si ces systèmes ont pu couvrir la demande locale, cela n'a pas pu s'étendre aux consommateurs hors Guadeloupe, ce qui s'est traduit par une baisse des exportations agroalimentaires qui a débuté fin 2019 et s'est poursuivie jusqu'au deuxième trimestre 2020, pour commencer à se redresser après l'assouplissement des restrictions en mai 2020 (Figure 10).

Figure 10 : Exportations agroalimentaires de Guadeloupe, millions €



Les quatre principaux produits d'exportation de la Guadeloupe sont la banane, le sucre, le rhum et le melon.⁴² Le premier trimestre 2021 a vu une baisse des exportations agroalimentaires, liée à une réduction des exportations de rhum, qui ont presque diminué de moitié, par rapport au niveau du quatrième trimestre 2020.

La production et la distribution de melons ont également été particulièrement touchées, les exportations de melons ayant diminué de moitié (Sénat).^{43 44} Les restrictions

Source : Ecorys sur la base des données CEROM

sur les voyages aériens imposées pendant le confinement ont contribué à cette situation dans la mesure où les melons sont principalement transportés par avion. Les bananes et le sucre étant quant à eux transportés principalement par voie maritime, ces produits n'ont pas été autant affectés par les restrictions aériennes ; le secteur de la banane a quant à lui enregistré une augmentation de 16,5 % des exportations de 2019 à 2020.

Les principaux impacts de la COVID-19 ont été une baisse des revenus, des pertes de production dues aux difficultés de commercialisation par les canaux conventionnels, mais aussi des difficultés de gestion des systèmes agricoles en raison d'un accès réduit aux intrants de production agricole (par exemple, les engrais, les pesticides, etc.) et à la main-d'œuvre.⁴⁵ Pour faire face à cette situation, les agriculteurs ont dû s'adapter pour devenir plus autosuffisants, en réduisant la taille des zones cultivées, en recherchant de nouveaux circuits de commercialisation, en diversifiant leur production (par exemple, les cultures d'exportation telles que la banane et

³⁹ IEDOM (2020) Tendances conjoncturelles – 2^e trimestre 2020 – la conjoncture économique en Guadeloupe. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/tendances_conjoncturelles_2t2020_v1_dl_voem_valide_2_.pdf

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Informations tirées d'un entretien avec l'Observatoire régional de la Guadeloupe

⁴² IEDOM (2021), L'économie de la Guadeloupe en 2020, Avril 2021. [en ligne] Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/nm_ne_portrait_economie_de_la_guadeloupe_en_2020_vf.pdf

⁴³ Sénat (2020) Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du COVID-19. Disponible à : <http://www.senat.fr/rap/r19-620/r19-6206.html>

⁴⁴ IEDOM (2021) L'économie de la Guadeloupe en 2020. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/nm_ne_portrait_economie_de_la_guadeloupe_en_2020_vf.pdf

⁴⁵ Blazy, J.M, Causeret, F., Guyader, S. (2021) Impacts immédiats de la crise COVID-19 sur les systèmes agricoles et alimentaires dans les Caraïbes. Agricultural Systems, vol. 190, 103-106. Disponible sur le site : <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2021.103106>

la canne à sucre ont été remplacées par des cultures destinées à la consommation locale) et en se réorientant vers les besoins du marché local. L'aide mutuelle entre agriculteurs est aussi devenue plus courante.

Le secteur de la pêche a subi des conséquences comparativement plus importantes que le secteur agricole. La raison en est double. Premièrement, la pêche est en grande partie une activité informelle sur les îles de l'archipel, le poisson étant vendu directement aux clients plutôt que par l'intermédiaire de magasins. Deuxièmement, l'industrie de la pêche dépend de ses ventes aux restaurants et aux hôtels. Suite à la fermeture des hôtels et des restaurants lors du premier confinement, les producteurs locaux ont rencontré des difficultés lorsqu'ils ont mis leurs produits sur le marché. Les deux types de vente ont été entravées par le confinement.

Autres secteurs

Les entreprises du secteur numérique (par exemple, les développeurs de sites web et les entreprises de cybersécurité) ne représentent que 2 % du PIB de la Guadeloupe.⁴⁶ Néanmoins, de nombreux secteurs ont vu dans la numérisation une occasion de se remettre de la pandémie, avec de nombreuses opportunités liées à la numérisation des entreprises locales. En témoigne le ICT Check, une mesure mise en œuvre pour soutenir les microentreprises et les PME dans leur transition numérique. La pandémie a également obligé de nombreux employés à passer au télétravail, ce qui montre à quel point un réseau numérique fiable peut être crucial. De nombreuses entreprises ont réussi à transformer les contraintes en opportunités, précisément grâce à la numérisation.⁴⁷ Par exemple, le commerce a atténué l'impact de la crise COVID-19 en développant de nouvelles plateformes de vente et de mise en réseau, tandis que les start-ups ont rapproché la production du consommateur. Les petits commerces vendant des produits de première nécessité, comme le commerce alimentaire, n'ont pas subi les conséquences négatives de la crise.⁴⁸

3. IMPACT SOCIAL DE LA CRISE DE LA COVID-19

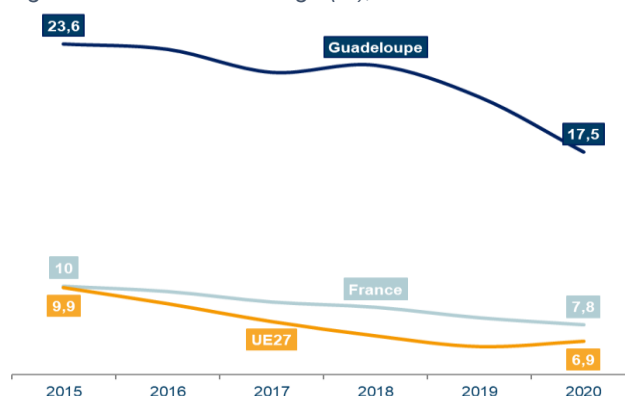
Avant même la crise de la COVID-19, la Guadeloupe était confrontée à plusieurs défis sociétaux, dont la pauvreté et le chômage. Les données d'ACCIOM montrent que même avant la pandémie, quatre ménages sur dix rencontraient des difficultés pour payer leur loyer, 32% des entreprises ne pouvaient pas payer régulièrement les salaires et 62% des entreprises ne pouvaient pas aisément payer les impôts et les cotisations sociales.

Les inégalités sociales se sont accrues en raison de la crise de la COVID-19. Le taux de chômage était élevé avant la pandémie (environ 20-23 %). Ce taux est supérieur aux taux français et européens (8,2 % et 6,6 % respectivement en 2019). Le taux de chômage était en baisse depuis 2015, parvenant à 17,5 % en 2020, mais il est toujours resté plus du double des taux de l'UE27 (6,9%) français (7,8%).

La même tendance est observée pour le chômage de longue durée, avec des taux en baisse depuis 2015, pour atteindre 12,5

% en 2020, ce qui est toutefois toujours supérieur à la moyenne nationale (3 %) et à la moyenne de l'UE27 (2,5

Figure 12 : Taux de chômage (%), 2015-2020



Source : Ecorys, d'après les données d'Eurostat

⁴⁶ Information issue d'un entretien avec le Conseil Régional de Guadeloupe

⁴⁷ ACCIOM (2020) Outre-mer: L'état d'urgence. Disponible à : <https://www.guyane.cci.fr/wp-content/uploads/2021/02/OUTRE-MER-L9C3%89TAT-DURGENCE.pdf>

⁴⁸ Ibid.

%)⁴⁹. À l'instar des taux de chômage, le chômage des jeunes a également diminué depuis 2015, s'établissant à 42 % en 2020. Il reste supérieur aux moyennes de la France et de l'UE27, respectivement de 20 % et 17 % (2020).⁵⁰

La situation sociale en Guadeloupe a encore été aggravée par les troubles sociaux, qui ont débuté au début du mois de mars 2021, lorsque l'archipel a été paralysé par un mouvement social mené par les entreprises. Incapables de suivre les exigences administratives gouvernementales, alimentées par le confinement et la réduction des vols de fret, les entreprises se sont retrouvées dans une situation difficile. Nombre d'entre elles ont été poursuivies par les Organismes de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSAFF) pour non-paiement des cotisations sociales et fiscales.⁵¹

La crise de la COVID-19 a exacerbé les problèmes sociaux structurels liés à l'insularité de la Guadeloupe.⁵² La Guadeloupe est confrontée à un exode des jeunes, ce qui affaiblit le potentiel du capital humain régional. La situation de l'emploi régional oblige les jeunes à chercher des opportunités ailleurs. Ils partent souvent pour se former et acquérir des qualifications, mais ne reviennent pas en Guadeloupe. Les projections démographiques de l'INSEE révèlent qu'en 2030, la Guadeloupe et la Martinique seront les départements français les plus âgés en termes de démographie, dans lesquels 5 jeunes sur 10 seraient au chômage. Les jeunes sont plus sévèrement et disproportionnellement touchés par les difficultés économiques. Selon les chiffres d'Eurostat, le pourcentage de jeunes sans emploi, en poursuite d'études ou en formation (NEET) était de 22,3 % en 2020, soit le double de la moyenne française (11,4 %) et de l'UE27 (11,1 %).

La Guadeloupe est aux prises avec des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité. En 2017, une personne sur trois (34 %) vivait sous le seuil de pauvreté.⁵³ Le taux de pauvreté en Guadeloupe est deux fois plus élevé qu'en France métropolitaine (17%)⁵⁴ et constamment supérieur à celui de l'UE27 (22,5%)⁵⁵. L'accroissement des inégalités sociales au sein de la population s'est surtout manifesté à travers la situation des personnes les plus vulnérables, notamment celles qui n'avaient déjà pas accès à des conditions de vie décentes.⁵⁶

La Guadeloupe a enregistré une baisse de l'emploi suite aux mesures de restriction. L'emploi salarié au second trimestre 2020 a diminué de 1,7 %, soit une perte de 2 000 emplois. Cette baisse est principalement attribuable au secteur privé, qui a connu une diminution de 2 % de l'emploi, soit 1 540 emplois perdus. Le secteur public a fait de même, mais avec une baisse plus modérée de 1,1 %, soit 460 emplois perdus.⁵⁷

Hors contrats de travail temporaire, le secteur des services marchands a subi les pertes les plus importantes avec une baisse de 3,1% au second trimestre 2020. Cette baisse est due au secteur de l'hébergement et de la restauration (hôtels/restaurants), qui a perdu 500 emplois (soit une baisse de 10,1 %).⁵⁸ Le travail temporaire - un élément important en Guadeloupe en raison du caractère saisonnier de son activité économique - a également diminué. Après une baisse de 39,6 % (soit 880 emplois perdus) au cours du premier trimestre de 2020, le travail temporaire a de nouveau augmenté de 21,1 % au cours du deuxième trimestre de 2020.⁵⁹

⁴⁹ Eurostat (code : [lfst_r_lfu2ltu]), Chômage de longue durée (12 mois et plus) par sexe, âge, niveau d'instruction et régions NUTS 2 (%), Pourcentage de la population active

⁵⁰ Sur la base des données d'Eurostat

⁵¹ Informations issues de l'entretien avec la CCI, Guadeloupe

⁵² Informations issues d'un entretien avec la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire

⁵³ INSEE (2020) Niveaux de vie en Guadeloupe en 2017 : la pauvreté touche un tiers de la population guadeloupéenne.

Disponible

à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4623253#:~:text=En%202017%2C%20134%20800%20Guadeloup%C3%A9ns,de%20mois%20de%20quatorze%20ans>

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Sur la base des données d'Eurostat

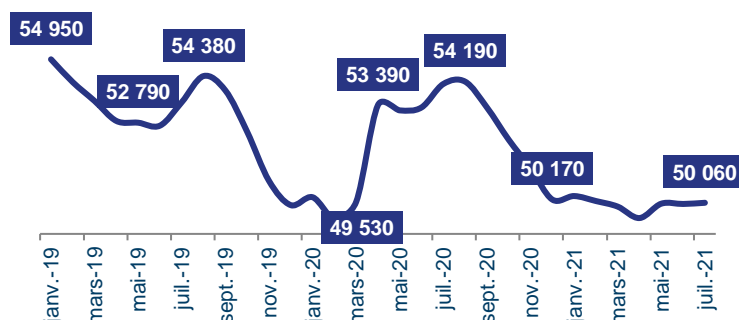
⁵⁶ Information issue d'un entretien avec le Conseil Régional de Guadeloupe

⁵⁷ INSEE (2020) Au deuxième trimestre 2020, la reprise économique en Guadeloupe reste confinée – Note de conjoncture régionale – 2^e trimestre 2020. Disponible à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4800425#tableau-figure1>

⁵⁸ Ibid.

⁵⁹ Ibid.

Figure 13 : Demandeurs d'emploi inscrits à la fin du mois à Pôle emploi en Guadeloupe, Catégorie : A



Source : Ecorys, à partir des données de Pôle emploi

L'abaissement des niveaux d'emploi s'est traduit par un nombre croissant de demandeurs d'emploi enregistrés (Catégorie A⁶⁰) et de demandes d'allocations chômage.

Comme l'indiquent les données sur les demandes d'indemnités, les aides pour le chômage ont été demandées par les ouvriers et les employés qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie. Le nombre de demandeurs d'emploi a bondi en mars 2020 et, après une légère baisse pendant les mois d'été, puis a continué à

augmenter jusqu'en octobre 2020 (figure 13). En mai 2020, 50 870 salariés étaient au chômage partiel - environ les deux tiers du secteur privé - ce qui est vraisemblablement lié à la fermeture de 8 330 établissements pendant la période de confinement.⁶¹ Le nombre le plus élevé de demandes (Tableau 3) a été enregistré pendant la première période de confinement (mars-mai 2020). À partir de mai 2020, les demandes d'indemnisation ont diminué dans tous les secteurs de l'économie.

Les impacts sociaux immédiats du chômage ont été partiellement atténués grâce aux mesures mises en place par l'État (indemnisation, allocations chômage, facilitation de l'accès à la formation, etc.). La Guadeloupe a mis en place un régime d'indemnisation du chômage partiel, qui est déployé pendant les périodes de crise (par exemple après les ouragans, les inondations, les inondations, etc.).⁶²

Tableau 3 : Demandes d'indemnisation partielle du chômage par secteur (Mars 2020-Avril 2021)

	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aout	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Avr
Agriculture et agroalimentaire	350	435	380	175	95	65	75	65	60	55	20	30	40	30
Industrie	425	510	435	145	75	45	35	25	20	20	15	15	20	10
Construction	1 000	1 140	835	300	120	70	65	50	50	45	15	20	20	15
Commerce de gros et de détail	2 055	2 395	2 155	700	395	270	240	195	195	155	65	120	260	260
Transport	325	420	390	210	115	90	85	70	70	70	35	45	50	25
Hébergement & restauration	945	1 030	970	690	555	430	600	585	465	425	215	330	440	345
Services aux entreprises	1 105	1 415	1 245	610	395	280	315	265	255	235	140	190	210	125
Autres services	1 045	1 260	1 160	525	310	220	220	190	175	165	80	110	145	90
Services non marchands	565	690	640	275	135	70	50	35	35	35	20	20	20	15
Total	7 815	9 295	8 210	3 630	2 195	1 540	1 685	1 480	1 325	1 205	605	880	1 205	915

Source : Ecorys, à partir des données Dares

⁶⁰ Selon Pôle Emploi, la catégorie A regroupe tous les chômeurs qui recherchent activement un emploi, quel que soit le type de contrat (ex : emplois temporaires ou saisonniers, temps plein, temps partiel, etc.)

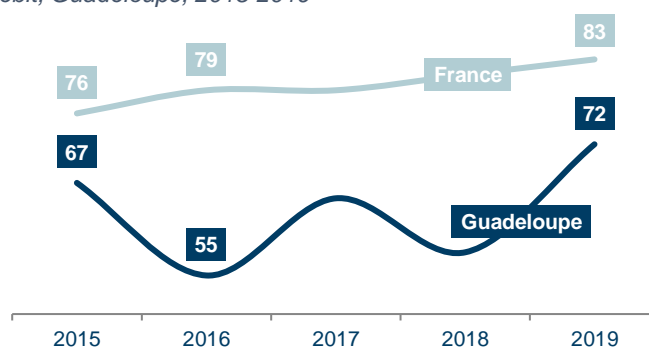
⁶¹ Information issue d'un entretien avec le Conseil Régional de Guadeloupe

⁶² Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) (2020) L'activité partielle en Guadeloupe – Mars à Juin 2020 : Mobilisation exceptionnelle du dispositif pour faire face au COVID-19. Disponible à : https://guadeloupe.diecccte.gouv.fr/sites/guadeloupe.diecccte.gouv.fr/IMG/pdf/l_activite_partielle_en_guadeloupe_de_mars_a_juin_2020.pdf

La Guadeloupe est en retard par rapport à la France métropolitaine en ce qui concerne la connectivité Internet des ménages. Le pourcentage de ménages disposant d'un accès haut-débit est plus faible en Guadeloupe qu'en France métropolitaine. En moyenne, 23 % des résidents guadeloupéens n'ont pas accès à internet, ce qui est en grande partie la conséquence du coût élevé de l'internet (Figure 14).⁶³ Les dernières données n'étant disponibles que jusqu'en 2019, il est difficile de se

prononcer sur la situation actuelle. Néanmoins, on constate une amélioration du nombre de ménages disposant d'un accès au haut débit entre 2017 et 2019. L'accès aux infrastructures numériques reste limité, ce qui a un impact disproportionné sur les jeunes, qui ne disposent pas des équipements nécessaires à des fins éducatives.⁶⁴

Figure 14 : Pourcentage des ménages ayant accès à Internet à haut débit, Guadeloupe, 2015-2019



Source : Ecorys, d'après des données d'Eurostat

4. LES REPONSES POLITIQUES POUR LUTTER CONTRE LES EFFETS DE LA CRISE

APERÇU

L'UE a mobilisé plusieurs d'outils et sources de financement pour aider la Guadeloupe à surmonter les difficultés sociales et économiques engendrées par la pandémie. L'initiative d'investissement en réaction au coronavirus (*Coronavirus Response Investment Initiative* - CRII) et l'initiative d'investissement en réaction au coronavirus plus (*Coronavirus Response Investment Initiative Plus* CRII+) ont permis d'utiliser les ressources existantes qui n'avaient pas été utilisées, et de les réorienter là où elles étaient le plus nécessaires. Elles ont facilité un soutien financier supplémentaire aux soins de santé, aux entreprises et aux personnes dans le besoin en Guadeloupe par le biais du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE).⁶⁵ En voici quelques exemples :

- Des *Prêts Rebond* ont été mis en place, pour soutenir les besoins de trésorerie -en février 2021- 5 millions d'euros du Fonds européen de développement régional (FEDER) ont été entièrement consommés (comme l'a souligné le Conseil régional de Guadeloupe).
- La Commission européenne a également facilité le taux de financement anticipé du Fonds social européen (FSE), qui s'élève à 1,5 million d'euros pour :
 - Soutenir l'achat d'équipements pertinents, notamment des masques, des gants et des matières premières pour la production de gel alcoolique, pour augmenter le nombre de lits et soutenir les laboratoires d'essai, pour un coût de 4,5 millions d'euros.
 - L'achat d'ordinateurs et d'équipements informatiques pour soutenir les activités de travail à domicile des entreprises, pour un montant de 2 millions d'euros.
 - Offrir une formation virtuelle aux employés, pour un montant de 1 million d'euros.⁶⁶

La facilité pour la reprise et la résilience de l'UE est un outil essentiel pour soutenir la reprise. Dans ce contexte, la France a élaboré le Plan National de Relance et de Résilience (PNR) 2021-2026, qui définit neuf priorités d'investissement destinées à guider la relance à moyen terme.⁶⁷ En juin 2021, la Commission européenne a

⁶³ INSEE (2019) L'usage d'internet varie fortement selon l'âge et le niveau d'études. Disponible à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675>

⁶⁴ Informations issues d'un entretien avec la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire

⁶⁵ Tableau de bord du coronavirus : réponse de la politique de cohésion de l'UE à la crise. Disponible à : <https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/CORONAVIRUS-DASHBOARD-COHESION-POLICY-RESPONSE/4e2z-pw8r/>

⁶⁶ Information issue d'un entretien avec le Conseil Régional de Guadeloupe

⁶⁷ Gouvernement français (2021) Plan National de Relance et de Résilience. Disponible à : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/PNRR%20Francais.pdf

adopté une évaluation positive du plan français, indiquant que le mécanisme de relance et de résilience fournira 39,4 milliards d'euros de subventions à la France au cours des cinq prochaines années.

Le gouvernement français a lancé le *plan de Relance France*, doté de 100 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros pour les régions ultrapériphériques françaises. 205 millions d'euros seront mobilisés pour la région Guadeloupe, dont 135 millions d'euros provenant de l'État. Le reste est fourni par le gouvernement régional. Ce plan de relance se déploie autour de trois grands volets : (i) la transition écologique, (ii) la souveraineté et la compétitivité économique, et (iii) la cohésion sociale et territoriale.⁶⁸

La Guadeloupe, quant à elle, investira 500 millions d'euros au cours des deux prochaines années pour mettre en place des outils financiers permettant de mieux accompagner les entreprises dans la gestion de leur trésorerie, et de mieux préparer la reprise. Le plan régional vise à mobiliser ses ressources en faveur des différents acteurs économiques à travers une série de mesures, décrites plus loin dans cette fiche, et qui repose sur trois principes : simplicité, efficacité et unité.⁶⁹

MESURES DANS LE SECTEUR DE LA SANTE ET MESURES DANS LE SECTEUR DE L'EMPLOI/SOCIAL

L'initiative REACT-UE a mobilisé 13 millions d'euros du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour le secteur de la santé en Guadeloupe.⁷⁰ En plus de REACT-EU, les initiatives d'investissement en réaction au coronavirus (*Coronavirus Response Investment Initiative et CRII* et *Coronavirus Response Investment Initiative plus CRII+*) ont également facilité les investissements dans les infrastructures de santé ainsi que l'accessibilité aux services de santé.⁷¹ Les gouvernements régionaux et nationaux se sont également mobilisés contre la COVID-19 dans les secteurs sanitaire et social. Les mesures comprennent :

- **Plan Blanc** : Après que la COVID-19 a commencé à se propager rapidement, l'une des premières mesures mises en œuvre par le gouvernement français a été le Plan Blanc. Le Plan Blanc a été initialement conçu en 2004 pour faire face à un afflux soudain de patients dans les hôpitaux en raison d'une pandémie ou d'une attaque terroriste. Le gouvernement a donc cherché à augmenter la capacité des hôpitaux pour faire face à cette augmentation en retardant les traitements non essentiels, en reportant ou en modifiant les opérations non urgentes, en transférant ou en faisant sortir les patients non urgents, et/ou en réorganisant l'espace disponible pour y inclure davantage de lits.⁷²
- **Du personnel médical supplémentaire** ainsi que **de l'oxygène médical** ont été envoyés en Guadeloupe depuis la France en août 2021, pour aider la région à faire face à l'augmentation des infections par la COVID-19
- **Distribution de masques faciaux** : Le 24 avril 2020, 50 000 masques ont été distribués aux organisations représentant les chauffeurs de taxi, les ambulanciers, les employés des pompes funèbres, les infirmières et les médecins. La même semaine, les mairies des 32 municipalités ont reçu 200 000 masques supplémentaires. Au fil du temps, le gouvernement a distribué plus de 450 000 masques dans la région, en accordant la priorité aux professionnels fortement exposés au virus.⁷³

⁶⁸ Gouvernement français (2020) Plan de relance. Disponible à : <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance>

⁶⁹ Région Guadeloupe (2020) COVID 19 : La Région Guadeloupe mobilise des moyens exceptionnels pour soutenir l'ensemble des acteurs économiques de l'archipel. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/covid-19-la-region-guadeloupe-mobilise-des-moyens-exceptionnels-pour-soutenir-lensemble-des-acteurs/#>

⁷⁰ Derniers chiffres fournis par la Commission européenne.

⁷¹ Tableau de bord du coronavirus : réponse de la politique de cohésion de l'UE à la crise. [en ligne] Disponible sur : <https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/CORONAVIRUS-DASHBOARD-COHESION-POLICY-RESPONSE/4e2z-pw8r/>

⁷² Les hôpitaux en France lancent un « plan blanc » au retour de Covid. Disponible à : <https://www.connexionfrance.com/French-news/Hospitals-in-France-initiate-plan-blanc-as-COVID-19-cases-rise-and-return-in-possible-second-wave>

⁷³ Région Guadeloupe (2020) COVID-19 : premières distributions de masques au profit des professionnels exposés. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/covid-19-premieres-distributions-de-masques-au-profit-des-professionnels-exposes/#>

- **Protection sociale** : Le gouvernement français a cherché à préserver la protection sociale des personnes touchées par la pandémie et la récession associée. À partir de mars 2020, les employés licenciés ont reçu 84 % de leur salaire net, avec un plafond fixé à 4,5 fois le revenu minimum actuel.⁷⁴
- **Activité Partielle** : Cette mesure nationale a permis aux employés touchant le revenu minimum (ou inférieur) de bénéficier de 70 % de leur rémunération brute, tandis que les employeurs ont été remboursés par le gouvernement, couvrant ainsi 100 % des indemnités versées aux employés pour minimiser les licenciements pendant la pandémie. En juillet 2021, 116,5 millions d'euros ont été mobilisés pour soutenir l'activité partielle dans près de 12 626 entreprises en Guadeloupe.
- **Fonds National de l'Emploi (FNE formation)** : Bien que ce mécanisme existait avant le déclenchement de la pandémie, des modifications ont été apportées pour le rendre plus applicable à la crise de la COVID-19. Les entreprises ont été financées à 100% par l'État pour soutenir la formation et la reconversion des salariés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée. En 2021, 720 000 € ont été mobilisés pour le FNE Formation.
- **Report des paiements des cotisations sociales** : Le gouvernement français a également permis le report du paiement des cotisations sociales, ce qui a bénéficié aux secteurs et aux entreprises les plus touchés, y compris les travailleurs indépendants.⁷⁵ Les entreprises les plus touchées par la COVID-19 ont également bénéficié d'un report du paiement des impôts et de remboursements anticipés d'impôts. Le paiement de ces contributions a repris en janvier 2021.
- **France Relance** : Dans le cadre du plan France Relance, en 2020, 22 communes ont bénéficié de 2 289 millions d'euros de dotation d'investissement local.
- **1 jeune, 1 solution** : Ce plan a offert aux jeunes guadeloupéens des opportunités d'emploi pendant la pandémie. En juillet 2021, un total de 1 426 contrats et 151 apprentis étaient financés par le plan. Par ailleurs, 500 postes supplémentaires de service civique " plan de relance " pour les jeunes de 18 à 25 ans ont été créés en 2021, portant le total à 1 250 postes de service civique.

MESURE DE SOUTIEN A L'ECONOMIE

L'UE a également mobilisé des fonds pour soutenir l'économie régionale. En Guadeloupe, l'initiative REACT-UE a mobilisé 113 millions d'euros au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour soutenir l'économie régionale.⁷⁶ En outre, les initiatives d'investissement en réaction au coronavirus (*Coronavirus Response Investment Initiative et CRII* et *Coronavirus Response Investment Initiative plus CRII+*) ont également facilité l'octroi de fonds pour les processus de recherche et d'innovation (R&I) et l'efficacité énergétique, ainsi que pour le développement et la promotion des du potentiel touristiques des PME.⁷⁷ Dans le cadre de l'initiative d'investissement en réaction au coronavirus (CRII) et de l'initiative d'investissement en réaction au coronavirus plus (CRII+), les autorités régionales ont également utilisé une partie des fonds pour acheter des ordinateurs et du matériel informatique pour le travail à distance.⁷⁸

Mesures générales de soutien

Le programme France Relance vise à renforcer la compétitivité de la région, avec une réduction des impôts sur la production de 25,4 millions d'euros pour 3 395 entreprises de Guadeloupe.⁷⁹ Parallèlement, une longue liste de mesures nationales a été déployée pour soutenir tous les territoires français, y compris les régions ultrapériphériques, sous la forme de subventions, de prêts et d'aides. Les bénéficiaires ciblés vont des ménages

⁷⁴ Dispositif Exceptionnel D'activité Partielle. Disponible à : <https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/covid19-doc-precisions-activite-partielle.pdf>

⁷⁵ Délais de paiement d'échéances sociales et/ou fiscales (Urssaf, impôts directs). Disponible à : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/delais-de-paiement-decheances-sociales-et-ou-fiscales-urssaf#>

⁷⁶ Derniers chiffres fournis de la Commission européenne.

⁷⁷ Tableau de bord du coronavirus : réponse de la politique de cohésion de l'UE à la crise. Disponible à : <https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/CORONAVIRUS-DASHBOARD-COHESION-POLICY-RESPONSE/4e2z-pw8r/>

⁷⁸ Entretien avec Séverine Julan, Directrice de la Cellule Partenariat Européen - Conseil Régional de Guadeloupe

⁷⁹ Region Guadeloupe (2021) Déploiement du plan de relance en Guadeloupe. Disponible à : <https://www.guadeloupe.gouv.fr/Politiques-publiques/Entreprises-economie-emploi-finances-publiques/FranceRelance-en-Guadeloupe/Deploiement-du-plan-de-relance-en-Guadeloupe>

à faibles revenus et des jeunes citoyens, aux hôpitaux en passant par les PME et les start-ups. Voici quelques exemples :

- **Fonds National de Solidarité (FNS)** : En juin 2020, le gouvernement français a créé le Fonds National de Solidarité pour soutenir les PME et micro-entreprises touchées par la COVID-19. La région Guadeloupe a elle-même contribué à ce fonds à hauteur de 2,1 millions d'euros⁸⁰. La première phase a été accordée sous la forme de paiements mensuels directs d'un maximum de 1 500 € par entreprise de 10 employés ou moins dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 million d'euros et qui ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires d'au moins 30 %. En juillet 2021, 183 millions d'euros du FNS ont été alloués à plus de 91 000 entreprises aidées dans le cadre de la première phase. Dans le cadre de la deuxième phase du FNS, 4,42 millions d'euros ont été versés à 1 259 entreprises.
- **Prêt garanti par l'État (PGE)** : Pour atténuer le choc économique provoqué par la COVID-19, le gouvernement français a mis en place ce mécanisme exceptionnel de garantie pour soutenir le financement bancaire des entreprises, d'un montant de 300 milliards d'euros, il est ouvert à toutes les entreprises jusqu'au 31 décembre 2021. Il s'adresse à toutes les entreprises quelles que soient leur localisation, leur taille et leur forme juridique (PME, ETI, agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales, entreprises innovantes, micro-entreprises, associations et fondations ayant une activité économique). Certains établissements de crédit et sociétés financières sont exclus. À ce jour, plus de 690 millions d'euros de prêts garantis par l'État ont été distribués à 4 562 entreprises.
- **Subvention Innovation Outre-mer** : Cette mesure prévoyait des subventions directes, allant de 20 000 à 100 000 euros, pour les start-ups et les entrepreneurs régionaux dans les régions ultrapériphériques françaises.⁸¹ Ces subventions permettent de financer des procédés innovants pour assurer leur entrée sur le marché.
- **Subvention Investissement Outre-mer** : Ce programme de subventions a fourni aux PME des régions ultrapériphériques françaises des subventions directes, allant de 20 000 à 100 000 euros, à utiliser comme dépenses d'investissement pour la réduction de la consommation d'énergie et des impacts environnementaux.⁸²

D'autres mesures régionales ont été introduites en réponse à la crise de la COVID-19 :

- **Prêt Rebond** : Bpifrance, banque publique d'investissement française, a mis en place le dispositif Prêt Rebond Guadeloupe.⁸³ La banque propose aux PME des prêts à taux zéro pour soutenir leur trésorerie, quel que soit leur secteur d'activité. La région, en coordination avec la BPI, consacre un total de 10 millions d'euros à ce dispositif. Le montant du prêt pour les entreprises varie de 10 000 à 300 000 euros pour une durée de 7 ans et un différé d'amortissement de 2 ans. En particulier, les demandes de prêts de moins de 50 000 euros sont traitées sur une plateforme numérique, ce qui permet une décision dans les 48 heures. Par la suite, le prêt peut être décaissé dans un délai de 5 à 7 jours. En juillet 2021, 12,96 millions d'euros ont été déboursés sous forme de prêts accordés dans le cadre du programme " Prêt Rebond".
- **Fonds d'Urgence Régional TPE** : Le gouvernement de la Guadeloupe a également mis en place le fonds d'urgence régional pour les microentreprises, d'un montant de 5 millions d'euros, pour toutes les entreprises enregistrées, à l'exception des entreprises agricoles, des sociétés civiles immobilières et des groupements d'entreprises.⁸⁴ L'objectif de ce fonds est d'aider les entreprises qui ont été fortement

⁸⁰ Région Guadeloupe (2020) COVID 19 : La Région Guadeloupe Mobilise des Moyens Exceptionnels pour Soutenir L'ensemble des Acteurs Économiques de L'archipel. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/covid-19-la-region-guadeloupe-mobilise-des-moyens-exceptionnels-pour-soutenir-lensemble-des-acteurs/#>

⁸¹ Subvention Innovation Outre-mer. Disponible à : <https://www.bpifrance.fr/Toutes-nos-solutions/Aides-concours-et-labels/Aides-a-l-innovation-projets-individuels/Subvention-Innovation-Outre-mer>

⁸² Ibid.

⁸³ Prêt Rebond Pour Les TPE-PME. Disponible à : <https://pret-rebond.regionguadeloupe.fr/>

⁸⁴ Région Guadeloupe (2020) COVID-19: Fonds D'urgence Régional TPE. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/les-aides-les-services/guide-des-aides/detail/actualites/covid-19-fonds-durgence-regional-tpe/categorie/entreprise/#>

touchées par le ralentissement de l'économie dû à la pandémie. Les paiements effectués dans le cadre de ce programme prennent la forme d'un prêt remboursable à taux zéro et vont de 3 000 à 15 000 euros par entreprise. Les entreprises peuvent rembourser le prêt sur une période de 5 ans, avec une période de carence de 2 ans. Cette aide s'adresse aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est de 180 000 euros maximum.

- **Fond Régional de Résilience** : Ce mécanisme vise à soutenir la relance de l'économie de l'archipel en aidant les PME de certains secteurs ayant des difficultés de trésorerie suite à la crise sanitaire.⁸⁵ L'aide prend la forme d'un prêt remboursable à taux zéro allant de 10 000 à 50 000 euros en fonction du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise au cours du dernier exercice clos. Le prêt peut être remboursé sur une période de 5 ans, avec une période de carence de 24 mois.

Mesures d'appui sectorielles

- **Numérisation** : Le Chèque TIC a vu le jour dans le but de soutenir financièrement les micro-entrepreneurs et PME guadeloupéens en transition numériques pendant la pandémie de la COVID-19.⁸⁶ Ces chèques permettent le développement de services informatiques et de sécurité et l'acquisition de matériels et logiciels spécifiques. Le Chèque TIC prend la forme de subventions d'un montant maximum de 10 000 euros, et est cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Les services bénéficiant du dispositif sont la présence web de l'entreprise (soutenant jusqu'à 80% du coût du développement ou de la refonte du site web d'une entreprise) et la transition numérique (soutenant jusqu'à 30%). Depuis juillet 2020, 94 dossiers ont été approuvés pour le dispositif Chèque TIC, pour un montant total de plus de 538 000 euros.⁸⁷
- **Agriculture** : 2,49 millions d'euros ont été débloqués en Guadeloupe pour soutenir les producteurs agricoles. Cette mesure temporaire visant à lutter contre les effets négatifs de la pandémie sur le secteur agricole a été lancée par le gouvernement régional de la Guadeloupe.⁸⁸ L'objectif du dispositif est de soutenir les agriculteurs et les PME qui rencontrent des problèmes de liquidité suite à l'épidémie COVID-19. Les entreprises éligibles doivent avoir moins de 250 employés et moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel. L'aide financière est versée en une seule fois et s'élève à 7 000 euros pour les agriculteurs et jusqu'à 50 000 euros pour les entreprises de produits agricoles, de transformation et de commercialisation.

Le gouvernement régional s'est également associé à des organisations professionnelles pour aider les producteurs agricoles en achetant une partie de leur production. L'initiative *Panier Peyi* en est un exemple. Le gouvernement régional a distribué 6 000 paniers de fruits et légumes dans les 32 municipalités aux personnes âgées de 80 ans et plus et aux personnes dans le besoin, en s'approvisionnant auprès des entreprises agricoles locales.⁸⁹

En outre, Caraïbes Melonniers (l'organisation des producteurs de Guadeloupe et de Martinique) a mis en place des "ventes flash" de melons dans plusieurs villes pour soutenir les agriculteurs qui ont vu leur

⁸⁵ FOND RÉGIONAL DE RÉSILIENCE. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/les-aides-les-services/guide-des-aides/detail/actualites/fond-regional-de-resilience/categorie/entreprise/#>

⁸⁶ Chèque TIC. Disponible à : <https://les-aides.fr/fiche/apJgDXtGxTfBGdJSUzZ4vdp4WQj/region-guadeloupe/cheque-tic.html>

⁸⁷ Région Guadeloupe (2020) La région soutient les petites entreprises dans leur transition numérique. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-l'actualite-du-conseil/detail/actualites/la-region-soutient-les-petites-entreprises-dans-leur-transition-numerique/#>

⁸⁸ Région Guadeloupe (2020) COVID-19 : Fonds D'urgence Régional TPE. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/les-aides-les-services/guide-des-aides/detail/actualites/covid-19-fonds-durgence-regional-tpe/categorie/entreprise/#>. Aide aux Agriculteurs et Entreprises Impactés par la Crise COVID-19. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/les-aides-les-services/guide-des-aides/detail/actualites/aide-aux-agriculteurs-et-entreprises-impactes-par-la-crise-covid-19/categorie/entreprise/#>

⁸⁹ Région Guadeloupe (2020) COVID-19 : la région Guadeloupe agit à vos côtés. Disponible à : https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/Site_Region_Guadeloupe/Mediatheque/Brochures_et_publications/COVID19_LaRegion_navoscotes.pdf

chiffre d'affaires diminuer considérablement. ⁹⁰ Caraïbes Melonniers a également bénéficié d'une aide de 350 000 euros de la part du gouvernement régional pour couvrir les coûts supplémentaires des vols affrétés⁹¹.

En juin 2020, l'accord *Opération Sécheresse 2020* a été mise en place. *L'Opération Aliment du bétail 2020* vise à aider les éleveurs de bovins et de petits ruminants qui ont été impactés par la pandémie et qui souffrent actuellement de la sécheresse. ⁹² Cette aide permettra de soutenir 1 904 éleveurs. Le coût total de l'opération s'élève à 187 844 euros.

- **Secteur maritime et de la pêche** : La région débloque 337 815 euros pour accompagner le développement et la restructuration de la pêche professionnelle et de l'aquaculture (acquisition de matériels nécessaires à l'exercice de leur activité, modernisation...). ⁹³ La collectivité mobilisera également le Fonds européen pour la pêche et la mer (FEPM) afin de compenser : les pertes financières subies par les pêcheurs et les aquaculteurs ; les pertes subies par les entreprises de l'économie bleue telles que celles de la construction navale, de la protection de l'environnement marin et de l'écotourisme marin, non éligibles au soutien du Fonds National de Solidarité (FNS). ⁹⁴
- **Secteur des transports** : Le gouvernement régional remboursera les taxes sur les carburants aux chauffeurs de taxi pour compenser leurs pertes de chiffre d'affaires. ⁹⁵ Les remboursements sont calculés sur un volume forfaitaire de 5 000 litres de carburant par véhicule et par an, et s'élèvent à 361 725 euros au total.

Plusieurs mesures sectorielles nationales ont également bénéficié aux régions ultrapériphériques, notamment :

- **L'industrie de l'édition** : Le gouvernement français soutient également les entreprises du secteur de l'édition (librairies, maisons d'édition, etc.). ⁹⁶ Plus de 230 millions d'euros ont été mobilisés par l'État pour soutenir financièrement le secteur de l'édition en 2020. 25 millions d'euros seront alloués au soutien des librairies indépendantes. Un second fonds de 5 millions d'euros sera mis en place pour aider les maisons d'édition, et un dispositif de subvention de 12 millions d'euros permettra de soutenir la modernisation des librairies pour mieux organiser leurs plateformes de vente en ligne et améliorer leurs performances.
- **Propriétaires et sociétés de location** : Une autre mesure d'envergure nationale propose d'introduire un crédit d'impôt dans le projet de loi de finances 2021 pour inciter les propriétaires à annuler une partie des loyers dus par leurs entreprises locataires fermées administrativement ou particulièrement touchées par les restrictions sanitaires mises en place. La perte de loyer sera couverte par le gouvernement sous la forme d'un crédit d'impôt. ⁹⁷

⁹⁰ Ventes flashs de melons, sur la voie publique. Disponible à : <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/ventes-flashs-de-melons-sur-la-voie-publique-956569.html>

⁹¹ Région Guadeloupe (2020) sauver le melon de Guadeloupe la région s'engage. Disponible à :

<https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/sauver-le-melon-de-guadeloupe-la-region-sengage/#>

⁹² Région Guadeloupe (2020) sécheresse-covid-19: signature avec l'iguavie de la convention opération sécheresse 2020.

Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/secheresse-covid-19-signature-avec-iguavie-de-la-convention-operation-secheresse-2020>

⁹³ Région Guadeloupe (2020) COVID-19 : la région Guadeloupe agit à vos côtés. Disponible à :

https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/Site_Region_Guadeloupe/Mediatheque/Brochures_et_publications/COVID19_LaRegionnavoscotes.pdf

⁹⁴ Région Guadeloupe (2020) COVID 19 : la région Guadeloupe mobilise des moyens exceptionnels pour soutenir l'ensemble des acteurs économiques de l'archipel. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/covid-19-la-region-guadeloupe-mobilise-des-moyens-exceptionnels-pour-soutenir-lensemble-des-acteu>

⁹⁵ Région Guadeloupe (2020) COVID-19 : la région Guadeloupe agit à vos côtés. Disponible à :

https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/Site_Region_Guadeloupe/Mediatheque/Brochures_et_publications/COVID19_LaRegionnavoscotes.pdf

⁹⁶ L'Etat renouvelle son soutien à la filière du livre. Disponible à : <https://www.culture.gouv.fr/Presse/Communiqués-de-presse/L-Etat-renouvelle-son-soutien-a-la-filiere-du-livre>

⁹⁷ Crédit d'impôt bailleur. Disponible à : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/report-paiement-loyers>

Réflexions sur les mesures ⁹⁸

En raison du stade de mise en œuvre et du manque d'informations de suivi disponibles, il est difficile d'évaluer pleinement l'efficacité des mesures susmentionnées. Cependant, sur la base des informations disponibles et des entretiens avec les parties prenantes, la majorité des mesures ont été pertinentes, et les parties prenantes en Guadeloupe ont généralement évalué positivement la réponse globale à la crise. Le financement fourni par l'UE et les mesures de soutien déployées par les gouvernements français et régional ont joué un rôle essentiel pour minimiser l'impact de la pandémie sur la région. Les contributions de l'UE ont été particulièrement importantes pour permettre à la Guadeloupe d'acheter du matériel médical (par exemple, des masques et des gants) et du matériel informatique pour le travail à distance.

Au niveau national, le programme *Activité Partielle* a aidé les entreprises de tous les secteurs à maintenir les revenus des employés et à éviter les licenciements massifs. Parallèlement, le prêt PGE, le *Fonds National de Solidarité* et les mesures de soutien régionales ont aidé les entreprises. Les parties prenantes confirment que les fonds disponibles des mesures ont été largement utilisés par les bénéficiaires, ce qui indique qu'elles ont réussi à atteindre le groupe cible.

Dans le même temps, la mise en œuvre des mesures s'est heurtée à quelques difficultés. Les personnes interrogées ont exprimé leur inquiétude quant au processus d'approbation du soutien financier du PGE. Bien que les PME soient plus endettées que les grandes entreprises, le montant de la dette fiscale et/ou sociale était un critère d'éligibilité, ce qui rendait difficile l'accès au soutien pour certaines petites entreprises. En outre, les parties prenantes ont estimé que ces régimes de soutien auraient dû être basés sur des subventions, en raison de la baisse actuelle de la rentabilité des entités.

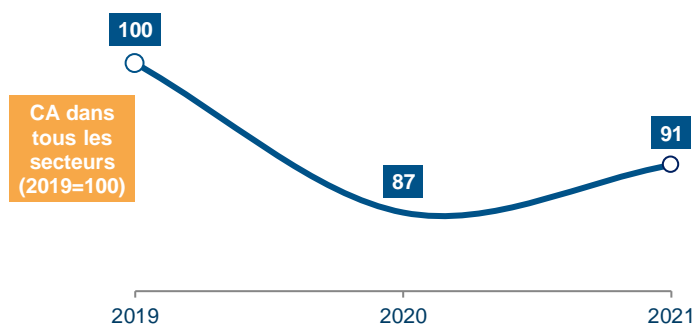
5. PERSPECTIVES D'AVENIR

La pandémie de COVID-19 a exacerbé certains des défis à long terme auxquels la Guadeloupe était déjà confrontée, dont beaucoup découlent de l'insularité géographique de la région (comme sa vulnérabilité à la rupture de la chaîne d'approvisionnement et à l'émigration des jeunes). Cela a eu un impact sur l'économie de l'archipel. Les données de l'IEDOM suggèrent que le chiffre d'affaires intersectoriel devrait augmenter de 4,8 % en 2021, mais restera bien en deçà des niveaux d'avant-crise (figure 15). Cette augmentation du chiffre d'affaires devrait être portée par les secteurs qui, en 2020, ont été fortement impactés par la crise de la COVID-19. En particulier, le tourisme et la construction devraient enregistrer une augmentation respective de 14,5 % et 13,1 % du chiffre d'affaires intersectoriel en 2021. ⁹⁹ Cependant, les incertitudes liées à l'économie mondiale et aux évolutions liées à la pandémie (ex : déploiement des vaccins, émergence de nouveaux variants plus contagieux) demeurent et affectent la croissance de l'économie guadeloupéenne.

⁹⁸ Les réflexions sur les mesures sont principalement fondées sur les commentaires des parties prenantes recueillis entre janvier et juillet 2021. Elles doivent être considérées comme un premier retour d'information et un aperçu des mesures plutôt que comme une évaluation. Le rapport final tente de fournir un examen plus détaillé des mesures en termes de pertinence et de résultats obtenus.

⁹⁹ IEDOM (2021), L'économie de la Guadeloupe en 2020. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/nm_ne_portrait_economie_de_la_guadeloupe_en_2020_vf.pdf

Figure 15 : Variation probable du chiffre d'affaires intersectoriel, 2019-2021



La chambre régionale de l'économie sociale et solidaire de Guadeloupe (CRESS) a élaboré une feuille de route pour l'économie sociale et solidaire, qui décrit six défis/axes stratégiques : la formation, l'accompagnement, le déploiement de nouveaux mécanismes financiers sur le territoire (ex : France Active), la formation des élus, et la transition écologique (la Guadeloupe entend atteindre le zéro déchet en

2035).¹⁰⁰

Après une baisse de près de 50 % du trafic aérien en 2020 par rapport à 2019, le secteur du transport aérien prévoit une tendance similaire pour 2021.¹⁰¹ Les mesures de transition énergétique pourraient entraîner des coûts d'investissement supplémentaires et réduire la concurrence. L'aéroport Pôle Caraïbes prévoit qu'en 2022, le trafic aérien reviendra à l'équivalent de 85% des niveaux de 2019. Ce scénario est considéré comme optimiste et ne suffira pas à ramener l'entreprise aux niveaux de chiffre d'affaires d'avant la pandémie.¹⁰²

Comme mentionné ci-dessus, malgré la forte réduction subie au cours de la période mars-mai 2020, le tourisme devrait être le moteur de la reprise économique de la Guadeloupe, car les données montrent que les performances du secteur se sont rapidement améliorées avec l'assouplissement des restrictions. Toutefois, compte tenu de la propagation de la quatrième vague de cas à l'été 2021 et de la nécessité d'introduire de nouvelles restrictions touchant les bars et les restaurants, la situation du tourisme reste fragile et incertaine.

Bien que le secteur de la construction ait connu un déclin économique pendant la période de blocage (mars-mai 2020), le début de l'année 2021 a vu une augmentation de l'activité qui devrait se poursuivre pendant le reste de l'année, avec une augmentation prévue de 13,1 % du chiffre d'affaires à la fin de 2021. Cependant, le fait que le secteur de la construction en Guadeloupe soit porté par de grands projets et des investissements réguliers dans les infrastructures (aéroports, ports) - qui peuvent être affectés par de nouvelles restrictions - entraîne une certaine incertitude quant à la reprise sectorielle.

En Guadeloupe, l'activité économique du secteur marchand devrait rebondir de 4,8 % en 2021, selon les prévisions de l'IEDOM.¹⁰³ En matière d'investissement, 62% des entreprises guadeloupéennes interrogées par l'IEDOM prévoient de maintenir le niveau d'investissement à celui de 2020, tandis que 27% des entreprises prévoient de l'augmenter, et 11% de le réduire.¹⁰⁴

¹⁰⁰ Informations tirées de l'entretien n°04 avec la CRESS

¹⁰¹ Informations tirées de l'entretien n°06 avec Pôle Caraïbes Airport

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ IEDOM (2020) Conjoncture Outre-Mer 2020 et Perspectives 2021 : Après le Choc de la Crise COVID. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/ce_conjoncture_outre-mer_2020_vf-csc.pdf

¹⁰⁴ *Ibid.*

6. SUGGESTIONS DE MESURES DE RECUPERATION ET DE RESILIENCE

RECOMMANDATION 1 : SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES DES JEUNES ENTREPRENEURS

Type de mesure : Emploi des jeunes, soutien aux entreprises et compétences

Duration : Moyen-terme

Défi : La Guadeloupe a toujours eu du mal à retenir les jeunes et à encourager le développement des compétences. Elle souffre d'une importante "fuite des cerveaux", c'est-à-dire de l'émigration de travailleurs jeunes et plus qualifiés. Cette situation a été exacerbée par l'impact de la pandémie. Le chômage des jeunes en Guadeloupe a atteint 41,5 % en 2020 ; un record absolu. La région peine à offrir des emplois à sa population plus jeune, et les projections démographiques de l'INSEE révèlent que d'ici 2030, la Guadeloupe sera l'un des départements français les plus âgés. Cependant, la pandémie crée également certaines opportunités, car les périodes de confinement et de post-confinement ont vu le retour de certains jeunes travailleurs qualifiés.

À l'avenir, il sera essentiel pour la région d'engager économiquement sa jeune population. La région s'efforce de retenir ses jeunes en leur offrant des aides financières et des possibilités de formation, comme le programme annuel *Stage régional, Jeunes en entreprise (SRJE)*, qui propose des stages rémunérés de 90 heures aux lycéens et aux personnes âgées de 18 à 25 ans, en partenariat avec des organisations professionnelles et l'Université des Antilles.¹⁰⁵ Toutefois, ces efforts ne permettent pas d'être à la hauteur du défi. Les parties prenantes soulignent que si le secteur privé guadeloupéen est très entreprenant, avec des taux de création élevés, la viabilité à long terme des entreprises nouvellement créées pose problème, car elles ont du mal à se développer et à maintenir leur rentabilité à moyen et long terme.

Objectif : Encourager l'entrepreneuriat des jeunes et relancer l'emploi en Guadeloupe en investissant dans la formation.

Actions : Une double approche pourrait être envisagée pour relever les défis actuels. Tout d'abord, une évaluation des besoins pourrait être menée afin d'identifier les principales lacunes en matière de compétences, et les domaines dans lesquels une augmentation du niveau de compétences de la population jeune est la plus nécessaire. Les autorités régionales pourraient envisager de proposer des formations par le biais du SRJE (comme indiqué ci-dessus) aux jeunes entrepreneurs sur la base de cette évaluation, en se concentrant sur les stratégies de croissance, les plans d'affaires résilients, les informations sur les possibilités de financement disponibles, et les outils numériques pour accélérer les pratiques administratives, et pour encourager et soutenir la création d'entreprises. Il pourrait également être bénéfique d'encourager le partage des meilleures pratiques commerciales entre les différentes générations d'entrepreneurs.

En parallèle, l'esprit d'entreprise peut être encouragé par l'octroi de subventions ou d'incitations financières aux jeunes entrepreneurs de la région qui cherchent à créer une entreprise dans l'un des secteurs reconnus au potentiel inexploité ; la numérisation, les ressources marines, les énergies propres et l'économie bleue.¹⁰⁶ Outre les incitations financières et les subventions, étant donné que la population possède des niveaux de compétences variés, ces mesures d'aide pourraient être associées à des services de conseil pratique aux entreprises afin d'assurer la pérennité de ces start-ups (par exemple, éventuellement par le biais de la Chambre de commerce et d'industrie).

¹⁰⁵ Stage régional, jeunes en entreprise. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/les-aides-les-services/guide-des-aides/detail/actualites/stage-regional-jeunes-en-entreprise/categorie/economie-emploi-entreprises/#>

¹⁰⁶ Selon la stratégie RIS3 de la Guadeloupe (2014), des priorités stratégiques ont été fixées pour les secteurs des énergies renouvelables, des TIC, des industries créatives, de la biodiversité et de l'agriculture.

La Guadeloupe pourrait explorer les sources de soutien nationales et européennes. Les sources de l'UE pourraient inclure le Fonds social européen (FSE), l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ), le Programme du marché unique (PMU) - y compris le programme Erasmus pour les jeunes entrepreneurs - et les fonds de l'Instrument d'appui technique (IAT) pourraient également être explorés. Au niveau régional, les fonds destinés aux entreprises peuvent être utilisés lorsqu'ils sont disponibles, tels que l'ARDDA (aide régionale au démarrage et au développement d'activités) et l'ARICE (aide régionale à l'investissement et à la création d'emplois), qui fournissent tous deux une aide financière aux personnes qui souhaitent créer une entreprise ou réaliser des investissements dans des secteurs spécifiques.

RECOMMANDATION 2 : FOURNIR DES SOLUTIONS NUMERIQUES ABORDABLES POUR TOUS

Type de mesure : Investissement et accès aux outils numériques

Duration : Court à Moyen terme

Défi : Pour soutenir les entreprises pendant le blocage, le gouvernement régional a introduit un chèque TIC pour numériser les opérations en développant des services informatiques et en achetant des équipements informatiques. Cependant, la pandémie a eu un impact à différents niveaux. En effet, le travail à distance est devenu la norme pour les "cols blancs". En outre, les fermetures d'écoles ont perturbé l'enseignement, les étudiants devant étudier à distance. De nombreux ménages familiaux ont connu une perturbation de l'accès à l'éducation, car les étudiants n'avaient pas l'équipement nécessaire ou l'accès au haut débit requis pour suivre des cours virtuels. Bien qu'une amélioration ait été constatée depuis 2017, 23 % de la population guadeloupéenne n'a toujours pas accès à internet, en raison notamment de son coût élevé.

Objectif : Augmenter l'accès aux outils numériques des ménages de la région en leur apportant un soutien financier.

Actions : L'accélération de la numérisation de la région a été identifiée par les parties prenantes locales comme une priorité, qui permettrait de renforcer la résilience aux chocs futurs. Un soutien a également été mobilisé par le biais des programmes opérationnels du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE). À court terme, les autorités locales pourraient soutenir les familles à faibles revenus ayant des enfants scolarisés, de la même manière que pour le Chèque TIC (comme indiqué ci-dessus). Les ménages privés pourraient recevoir des subventions pour leur permettre d'acheter des équipements numériques afin de poursuivre l'éducation des enfants, à distance.

A plus long terme, un réseau Wi-Fi public et territorial bénéficierait à l'ensemble de la population. La Guadeloupe a déjà adopté un *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique* en 2013, qui vise à atteindre une couverture numérique de l'ensemble du territoire d'ici 2022. Ce plan, par la mise en place d'une connexion Wi-Fi territoriale gratuite, permettrait de mettre en ligne les ménages privés à faibles revenus et les groupes défavorisés, comme les étudiants. En fonction de sa portée, ce plan pourrait également abaisser le seuil initial des coûts pour que les entreprises transfèrent leurs services en ligne ou pour que les particuliers lancent leur propre entreprise.

Le gouvernement français a alloué 7 milliards d'euros aux investissements numériques pour les deux prochaines années dans le cadre d'un plan de relance destiné à aider le pays à se redresser économiquement. La Guadeloupe pourrait explorer la possibilité d'accéder à ce fonds pour soutenir sa transformation numérique. La Guadeloupe pourrait également explorer les possibilités offertes par les fonds européens.

RECOMMANDATION 3 : L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE PERSONNEL MEDICAL POUR LA REGION

Type de mesure : Capacité et emploi dans le secteur des soins de santé

Duration : Moyen à long terme

Défi : Le système de santé actuel est sous pression en raison du manque d'équipements, de personnel et d'installations. La construction du nouveau centre hospitalier universitaire de Guadeloupe (CHU), qui a débuté en 2016 et devrait s'achever en 2023, devrait permettre de réduire la charge pesant sur les établissements de santé actuels. Il aura une capacité de plus de 600 lits et 14 salles d'opération.¹⁰⁷ Bien qu'il s'agisse d'une étape importante dans l'amélioration des infrastructures de santé, le défi a été de garantir une capacité effective, car les autorités n'ont pas été en mesure d'identifier suffisamment de travailleurs de la santé pour occuper les postes vacants pour ce nouvel hôpital.¹⁰⁸

Objectif : Améliorer la capacité des soins de santé en augmentant le nombre de personnel médical dans la région.

Actions : La Guadeloupe concentre ses efforts sur l'augmentation du nombre de personnels médicaux, notamment de médecins, qui desservent la région. Le projet *Médecine Vallée* (qui fait partie du projet de nouveau CHU) concerne la construction d'un nouveau campus au sein du CHU. Il abritera la faculté de médecine, un centre de formation pour les soignants et un campus comprenant des laboratoires publics et privés spécialisés dans les questions de santé. L'objectif principal est de permettre aux étudiants de la faculté de médecine de poursuivre leurs études sur le territoire jusqu'à la fin de leur cursus et de leur permettre de travailler directement au sein de l'hôpital. Ce projet de 50 millions d'euros vise également à attirer davantage de chercheurs dans la région et à renforcer l'attractivité du tourisme durable. La Guadeloupe prévoit également d'investir prioritairement dans des actions de développement et de promotion des équipements sanitaires, sociaux et médicaux dans les programmes opérationnels 2021-2027 du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen (FSE), avec de nouvelles formations et des améliorations de l'offre de formation actuelle.

Bien que le projet *Médecine Vallée* apporte des solutions à la pénurie de personnel à plus long terme, une approche à plus court terme en parallèle peut être utile. Afin de compléter l'investissement de la France et d'en assurer l'efficacité, les autorités régionales pourraient intensifier leurs efforts de recrutement à court terme par le biais de stands d'information sur les carrières dans des lieux spécifiques, et accroître la sensibilisation et la visibilité. Certaines mesures à court terme pourraient être envisagées pour remédier aux contraintes de capacité et attirer le personnel par des incitations "douces". Il pourrait s'agir, entre autres, d'établir des contacts avec les banques afin de mettre en place de nouvelles offres de "compte de bienvenue" pour les nouveaux travailleurs de la santé, de promouvoir les miles aériens gratuits pour les nouveaux infirmiers/médecins, ou d'offrir des réductions d'impôt sur le revenu pendant trois mois pour les nouveaux travailleurs de la santé. À moyen terme, des approches plus structurelles pourraient être explorées par le biais d'ensembles de récompenses (c'est-à-dire des salaires plus élevés et/ou des indemnités de vacances plus importantes) couplés à la possibilité de travailler dans le nouvel hôpital une fois celui-ci achevé pour les employés choisissant de travailler en Guadeloupe. Une augmentation à court terme du personnel médical permettrait également de renforcer la capacité à répondre aux défis actuels du déploiement de la vaccination. En outre, cela pourrait attirer davantage de travailleurs de la santé de l'extérieur de la région et les encourager à rester à plus long terme. Toutefois, cela justifierait également une révision du système actuel de permis de travail pour attirer les travailleurs de la santé des pays non-membres de l'UE.

La Guadeloupe pourrait explorer les sources de soutien nationales et européennes. Les sources européennes pourraient inclure le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE).

¹⁰⁷ <https://chu-guadeloupe.info/en/home-site-internet-dedie-a-la-construction-du-nouveau-chu-de-la-guadeloupe/>

¹⁰⁸ Comme indiqué dans les nouvelles locales.

Parallèlement, la Guadeloupe pourrait également bénéficier du plan de financement public de 7 milliards d'euros que le gouvernement français a annoncé pour le système national de santé.

RECOMMANDATION 4 : REFORME DU SECTEUR DE LA PECHE

Type de mesure : Législation, formation et infrastructure

Duration : Moyen à long terme

Défi : Le secteur de la pêche a été identifié par les parties prenantes locales comme un secteur à fort potentiel qui pourrait bénéficier d'un développement accru. Le secteur a un potentiel économique important, mais il est également confronté à des contraintes réglementaires et financières. L'activité de pêche en Guadeloupe souffre d'un manque d'équipements modernes, de ressources et de formation. Il existe également des préoccupations liées au vieillissement de la flotte, à la baisse du chiffre d'affaires due à l'augmentation de l'âge moyen des pêcheurs, et aux défis causés par la prédominance de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN).

Objectif : Augmenter la valeur ajoutée du secteur par la diversification et un professionnalisme accru.

Actions : En réponse au défi décrit ci-dessus, il existe un potentiel pour deux formes d'action :

1. **Mesures non-législatives :** Il est essentiel de développer des activités de partage des connaissances entre les pêcheurs et d'accroître leur accès au capital, afin de diversifier le secteur et de moderniser la flotte existante : Tout d'abord, il est très important de sensibiliser les pêcheurs aux meilleures pratiques pour réduire la surpêche sur la côte. En parallèle, la région pourrait envisager de proposer des formations spécialisées localement par des agences compétentes telles que le "Cluster Maritime Guadeloupe", qui propose également des formations maritimes. Il est nécessaire d'accroître le niveau de connaissances sur les ressources halieutiques, en particulier chez les jeunes professionnels, afin de promouvoir des pratiques de pêche durables. En outre, un soutien technique pourrait être fourni pour aider l'agence et les professionnels à accéder aux financements publics.
2. **Changements législatifs :** Alors que les accords de pêche internationaux existants se concentrent sur des domaines importants, tels que la coopération des États pour assurer la conservation et promouvoir l'utilisation optimale des ressources marines¹⁰⁹, et la lutte contre l'IUUF par l'adoption et la mise en œuvre de mesures portuaires efficaces (comme moyen d'assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources marines vivantes¹¹⁰), il existe également des questions pratiques liées à la mise en œuvre des normes et de la durabilité. Compte tenu des défis structurels existants, la révision du cadre juridique régional pourrait être bénéfique. Cette révision pourrait simplifier les charges administratives pour les professionnels et pourrait inclure l'harmonisation des normes et l'introduction de codes de conduite clairs, encourageant un cadre de pratiques industrielles plus modernes et plus professionnelles.

La Guadeloupe pourrait explorer les possibilités de financement de ces actions par le biais du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) et/ou du régime de prêts pour le soutien de la pêche.

¹⁰⁹ L'Accord des Nations Unies aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs.

¹¹⁰ L'accord sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, dissuader et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (édition révisée, 2016) vise à empêcher les navires pratiquant la pêche INN d'utiliser les ports et de débarquer leurs prises.

RECOMMANDATION 5 : LA REFORME DU SECTEUR PUBLIC POUR ACCROITRE SA CAPACITE

Type de mesure : Réforme, gestion des finances publiques (GFP) et renforcement des capacités

Duration : Moyen à long terme

Défi : Le secteur public de la Guadeloupe était confronté à des difficultés financières, de nombreuses municipalités connaissant des déficits élevés avant l'apparition de la pandémie. La COVID-19 a provoqué une nouvelle dégradation des finances publiques suite à une baisse des recettes fiscales, et les a soumises à une pression extrême. Par exemple, en décembre 2019, Pointe-à-Pitre était déjà confrontée à un déficit budgétaire de 81,7 millions d'euros. La même année, 21 des 32 municipalités se trouvaient dans la "zone rouge" du système d'alerte utilisé pour surveiller les finances municipales. Par conséquent, la capacité du secteur public à soutenir le secteur privé est encore plus limitée après la crise de la COVID-19.

Objectif : Réformer le secteur public par le biais de la gestion des finances publiques (GFP) afin d'accroître sa capacité.

Actions : Les recettes publiques de la Guadeloupe (à l'instar des autres RUP françaises) sont particulièrement sensibles aux fluctuations économiques en raison de la taille de la région et de ses dépenses sociales élevées. Par conséquent, deux niveaux d'interventions sont recommandés pour augmenter la capacité du secteur public en Guadeloupe.

Le premier est une réforme de la gestion des finances publiques (GFP), axée sur les finances municipales à moyen terme. Cela implique une évaluation à trois niveaux : la planification, les finances et la prestation de services. La dimension de la planification impliquera d'évaluer la capacité des municipalités à prévoir et à superviser leurs propres progrès. Cela peut nécessiter des mises à jour et un soutien des capacités en ce qui concerne les systèmes d'information de gestion, le suivi et l'évaluation, la planification et les stratégies d'investissement. La dimension financière nécessitera une évaluation plus approfondie de la manière dont les municipalités gèrent les ressources nécessaires et les types de ressources nécessaires à la prestation de services. Cela peut nécessiter un soutien en ce qui concerne un système de gestion financière simplifié, l'accès au crédit et un plan financier clair en vue de la durabilité. Enfin, la fourniture de services impliquerait un examen plus approfondi et une réorganisation des services fournis et requis par les résidents et les entreprises par le biais d'une hiérarchisation efficace des investissements, de la gestion des achats, des projets et du maintien des services par le biais de l'exploitation et de la maintenance.

À moyen et long terme, un plan global de réforme de la GFP serait essentiel. Alors que la France a mis en place un certain nombre de réformes de la GFP au niveau national, il serait bénéfique de rationaliser la gestion des finances publiques et les dépenses de manière efficace dans la région. Cela impliquerait une réorientation efficace des finances publiques vers les priorités des autorités régionales et la création d'un paquet de financement à long terme pour financer ces priorités. Cela peut être réalisé par la transition vers une planification à long terme plutôt qu'annuelle. En outre, le développement des capacités du personnel pourrait être intégré dans ce processus de réforme, ce qui impliquerait d'appliquer la gestion du changement à tous les niveaux, et de développer des mécanismes pour mettre en œuvre ces réformes de manière efficace.

REFERENCES

- Association des CCI d'outre-mer (ACCIOM) (2020) Outre-mer : L'état d'urgence. Disponible à : <https://www.guyane.cci.fr/wp-content/uploads/2021/02/OUTRE-MER-L%C3%89TAT-DURGENCE.pdf> [Consulté le 23 de Mars 2021]
- CCI Guadeloupe, 2020. *Les perspectives de rebond post COVID-19 en Guadeloupe – Enquête entreprise* [online] Disponible à : http://www.cci-guadeloupe.com/fileadmin/pdf/Enquete_sur_les_Perspective_rebond_post_covid_des_entreprises_de_Guadeloupe_12-10-20.pdf
- CCI Guadeloupe, 2020. *Enquête sur les comportements de consommation des ménages en Guadeloupe pendant la crise COVID-19* [online] Disponible à : https://www.cci-guadeloupe.com/fileadmin/pdf/Enquete_les_comportements_de_consommation_des_menages_COVID19-1-9-2020.pdf
- Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-mer (CEROM), 2020. *Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement*. [online] Disponible à : https://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/ga_inc_29-cerom_covid.pdf [Consulté le 23 de Mars 2021]
- Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), 2020. *L'activité partielle en Guadeloupe – Mars à Juin 2020 : Mobilisation exceptionnelle du dispositif pour faire face au COVID-19*. [online] Disponible à : https://guadeloupe.dieccte.gouv.fr/sites/guadeloupe.dieccte.gouv.fr/IMG/pdf/l_activite_partielle_en_guadeloupe_de_mars_a_juin_2020.pdf
- Gouvernement français (2020) *Plan de relance*. Disponible à : <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance>
- IEDOM (2020) *Conjoncture Outre-Mer 2020 et Perspectives 2021: Apres le Choc de la Crise COVID*. Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/ce_conjoncture_outre-mer_2020_vf-csc.pdf
- INSEE, 2019. *L'usage d'internet varie fortement selon l'âge et le niveau d'études*. [online] Disponible à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675>
- INSEE, 2019. *L'accès au numérique pour les ménages des DOM : les jeunes bien connectés*. [online] Disponible à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4174498#tableau-Figure2>
- INSEE, 2020. *Niveaux de vie en Guadeloupe en 2017 : la pauvreté touche un tiers de la population guadeloupéenne*. [online] Disponible à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4623253#:~:text=En%202017%2C%20134%20800%20Guadeloup%C3%A9ens,de%20moins%20de%20quatorze%20ans>
- INSEE, 2020. *Au deuxième trimestre 2020, la reprise économique en Guadeloupe reste confinée – Note de conjoncture régionale – 2^e trimestre 2020* [online] Disponible à : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4800425#tableau-figure1>
- INSEE, 2021. *Guadeloupe : Activité dans le tourisme – Suivi des impacts de la crise sanitaire Covid19*. [online] Disponible à : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4625473?sommaire=4625628#graphique-figeflnatb_radio1
- Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM), 2020. *L'économie de la Guadeloupe en 2019*. [online] Disponible à : <https://www.iedom.fr/guadeloupe/publications/publications-economiques-et-financieres/conjoncture-economique/panoramas-et-notes-de-synthese-annuelles/article/l-economie-de-la-guadeloupe-en-2019>
- Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM), 2020. *Impact de la crise de la COVID-19 sur l'économie guadeloupéenne*. [online] Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne_impact_de_la_crise_du_covid-19_sur_l_economie_guadeloupeenne_vf.pdf
- Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM), 2020. *Tendances conjoncturelles – 2^e trimestre 2020 – la conjoncture économique en Guadeloupe*. [online] Disponible à : https://www.iedom.fr/IMG/pdf/tendances_conjoncturelles_2t2020_v1_dl_voem_valide_2_.pdf

- Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM), 2020. *L'Aéroport Pôle Caraïbes subit une perte de 49 % de son trafic en 2020*. [online] Disponible à : <https://www.iedom.fr/guadeloupe/actualites/la-lettre-de-l-iedom/fevrier-2021/actualites-economiques-locales/article/l-aeroport-pole-caraibes-subit-une-perde-de-49-de-son-traffic-en-2020>
- Préfet de la région Guadeloupe, 2021. *Les communiqués de presse de la préfecture*. [en ligne] Disponible à : <https://www.guadeloupe.gouv.fr/Politiques-publiques/Risques-naturels-technologiques-et-sanitaires/Securite-sanitaire/Informations-coronavirus/Les-communiques-de-presse/Les-communiques-de-presse-de-la-prefecture>
- Regional Health Agency, 2021. *Coronavirus COVID-19: point de situation n°120 (hebdomadaire)*. [en ligne] Disponible à : < <https://www.guadeloupe.ars.sante.fr/coronavirus-informations-et-recommandations-0> >
- Région Guadeloupe (2020) *COVID-19: la région guadeloupe agit à vos côtés*. Disponible à : https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/Site_Region_Guadeloupe/Mediatheque/Brochures_et_publications/COVID19_LaRegionavoscotes.pdf
- Région Guadeloupe (2020) *sécheresse-COVID-19: signature avec l'iguavie de la convention opération sécheresse 2020*. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/secheresse-covid-19-signature-avec-iguavie-de-la-convention-operation-secheresse-2020>
- Région Guadeloupe (2020) *COVID 19: La Région Guadeloupe mobilise des moyens exceptionnels pour soutenir l'ensemble des acteurs économiques de l'archipel*. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/covid-19-la-region-guadeloupe-mobilise-des-moyens-exceptionnels-pour-soutenir-lensemble-des-acteu/#>
- Région Guadeloupe (2020) *sauver le melon de guadeloupe la région s'engage*. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/sauver-le-melon-de-guadeloupe-la-region-sengage/#>
- Region Guadeloupe (2020) *COVID-19: premières distributions de masques au profit des professionnels exposés*. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/actualites-et-agendas/toute-lactualite-du-conseil/detail/actualites/covid-19-premieres-distributions-de-masques-au-profit-des-professionnels-exposes/#>
- Region Guadeloupe (2020) *COVID-19: Fonds D'urgence Régional TPE*. Disponible à : <https://www.regionguadeloupe.fr/les-aides-les-services/guide-des-aides/detail/actualites/covid-19-fonds-durgence-regional-tpe/categorie/entreprise/#>
- Region Guadeloupe (2021) *Déploiement du plan de relance en Guadeloupe*. Disponible à : <https://www.guadeloupe.gouv.fr/Politiques-publiques/Entreprises-economie-emploi-finances-publiques/FranceRelance-en-Guadeloupe/Deploiement-du-plan-de-relance-en-Guadeloupe>
- Sénat, 2020. *Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du COVID-19*. Rapports d'information. [en ligne] Disponible à : <http://www.senat.fr/rap/r19-620/r19-6206.html>
- Commentaires stratégiques (2020) *La réponse de la France à COVID-19*, 26:5, iv-vi, DOI: 10.1080/13567888.2020.1805910